

Conférence de presse de Djamel Belmadi

«Je suis là pour l'EN, pas pour Zetchi»

Page 24

Les DEBATS

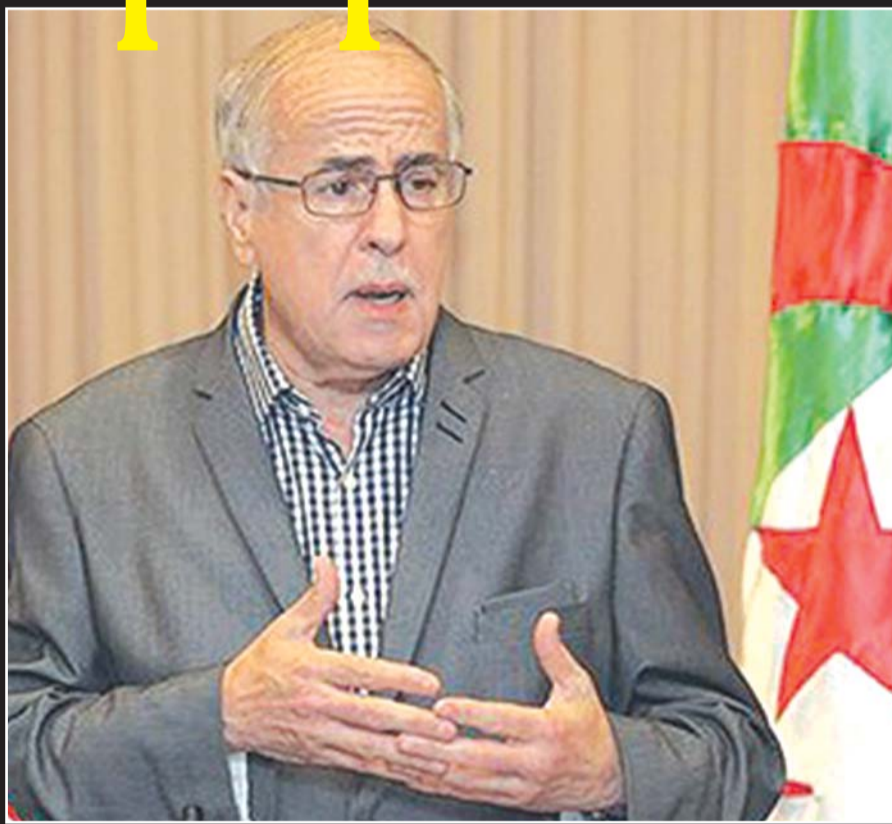
Votre quotidien national

Organisation de l'élection présidentielle

Le panel fait une série de propositions

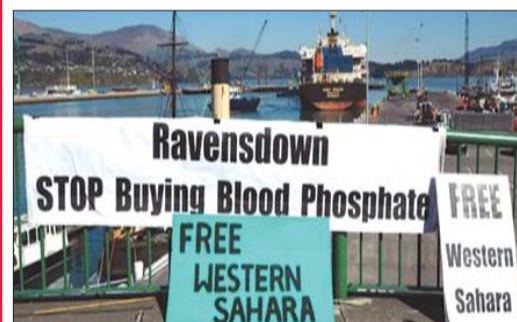
Comme annoncé la veille par son coordinateur général Karim Younes, l'Instance nationale de dialogue et de médiation (INDM), a rendu public hier son «rapport final» adressé aux partis contenant une série de propositions d'amendements de la loi portant régime électoral ainsi que la création de l'instance indépendante chargée de préparer et d'organiser les élections présidentielles.

Page 3



Nouvelle Zélande

Les Amis du peuple sahraoui manifestent contre le pillage du phosphate



Les Amis du peuple sahraoui en Nouvelle-Zélande ont organisé, dimanche, une manifestation à Christchurch, pour protester contre l'arrivée du navire appelé «Amoy Dream» chargé de milliers de tonnes de phosphates pillés dans le Sahara occidental occupé et importés illégalement par l'entreprise néo-zélandaise «Ravensdown».

Les manifestants, rassemblés près des quais du port de la ville, ont érigé des banderoles sur un pont surplombant le port où il est écrit «Ravensdown doit cesser d'importer le phosphate sahraoui taché de sang», a indiqué l'agence SPS.

Ils ont soulevé également d'autres slogans, notamment «Liberté pour le peuple sahraoui» et «Arrêtez l'occupation du Sahara occidental». La manifestation, organisée par les Amis du peuple sahraoui en Nouvelle-Zélande, a reçu une large couverture médiatique, permettant à l'opinion publique de s'informer sur les activités illégales de cette entreprise.

Clare Bulter, membre de l'association des Amis du peuple sahraoui, a souligné que le phosphate importé en Nouvelle-Zélande a été volé par cette entreprise au Sahara occidental occupé illégalement par le Royaume marocain. «Quand j'ai appris les atrocités commises dans les territoires sahraouis, j'ai eu honte d'être citoyenne néo-zélandaise. C'est pourquoi je suis ici, aujourd'hui, pour défendre ce qui est juste, comme un vrai Néo-Zélandais devrait le faire», a-t-elle fait savoir.

Page 4

Gaïd Salah depuis la 4^e Région militaire à Ouargla

Les plans de la bande et des traîtres seront «voués à l'échec»

La situation actuelle dans le pays est «une affaire algérienne interne» a affirmé, hier, le Général de Corps d'Armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP).

Page 2





Gaïd Salah depuis la 4^e Région militaire à Ouargla

Les plans de la bande et des traîtres seront «voués à l'échec»

La situation actuelle dans le pays est "une affaire algérienne interne" a affirmé, hier, le Général de Corps d'Armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP).



Par Massi Salami

S'exprimant lors de sa visite à la 4^e Région militaire à Ouargla, il s'est dit convaincu que l'Algérie dépassera cette situation "grâce à la cohésion, l'entraide et l'unité nationale et que les projets de la bande "seront forcément voués à l'échec", a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale.

"La situation actuelle est une affaire algérienne interne qui nous concerne seuls, et exige nécessairement des solutions émanant de notre vécu et de nos expériences", a souligné le chef d'état-major de l'ANP, précisant que "même si les points de vue divergent et les avis diffèrent sans mettre en péril notre cohésion, il nous appartient à nous seuls en

tant qu'Algériens de parvenir, sans obstination ni entêtement, à ces solutions et à les employer de manière à dépasser notre crise sereinement, à se consacrer et se mobiliser ensemble au service de l'Algérie pour assurer son développement et son essor dans tous les domaines".

Gaïd Salah a ajouté : "Nous sommes tous tenus de prendre conscience de la sensibilité de cette phase et d'être persuadés qu'adopter la voie du dialogue rationnel, honnête et sérieux, et d'œuvrer à sa réussite et son aboutissement, loin de la négativité, des discours vides et du fatalisme, est un devoir national exigé par l'intérêt suprême de l'Algérie et par les impératifs de la garantie de son avenir, la sauvegarde de sa souveraineté et la protection de son économie nationale, de ses

richesses et de ses ressources financières". Le Général de Corps d'Armée a affirmé que l'ANP a "une ferme conviction et une certitude totale que nous dépasserons la situation que traverse notre pays, grâce à la cohésion, l'entraide et l'unité nationale qui doivent caractériser nos objectifs", soulignant que "les projets et les plans de la bande des égarés et des traîtres qui sont à l'encontre de l'intérêt de la patrie et du peuple, seront forcément voués à l'échec". Lors de sa rencontre avec les cadres et les personnels de la Région, il a rappelé que l'Algérie "avait rencontré par le passé des crises dont elle a su s'en sortir forte et triomphante, et il nous appartient à nous seuls en tant qu'Algériens de parvenir, sans obstination ni entêtement, à des solutions et les employer afin de dépasser

cette crise sereinement, en adoptant le dialogue rationnel, sincère et sérieux, et veiller à son aboutissement". "A ces conspirateurs aventuriers, nous disons : si votre loyauté n'est pas envers la patrie, mais envers ses ennemis, ceux qui la guettent et vos intérêts personnels que vous placez comme votre priorité suprême, nous réitérons, à partir de cette tribune, qu'au sein de l'Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale, nous demeurerons toujours aux côtés des citoyens fidèles et loyaux au serment des vaillants Chouhada, car nous n'avons aucune autre loyauté qu'envers Allah et la Nation, et nous placerons toujours l'intérêt de l'Algérie au-dessus de toute considération, Allah Le Tout-Puissant est témoin de ce que je dis".

M. S.

Selon son PDG

Sonatrach "n'a pas de problèmes financiers"

Par Louisa N.

Le projet de revamping et la réalisation d'un nouveau système de production au niveau des unités satellites du champ sud de Hassi Messaoud (Ouargla) permettra d'améliorer et soutenir la production pétrolière et gazière à long terme, a estimé mardi le P-dg du Groupe pétrogazier, Sonatrach, Rachid Hachichi.

En visite sur les lieux, M. Hachichi a indiqué que le but de sa visite était "l'inspection de la réalisation des projets structurants engagés dans l'une des plus importantes régions de production de pétrole et de condensats". A cet effet, il a expliqué que "ces projets structurants sont très importants, notamment ceux de revamping et de modernisation permettant de produire à long terme, mais aussi soutenir la production".

Le revamping est l'ensemble des interventions sur une installation industrielle, permettant de modifier ou d'accroître sa capacité de production, ainsi que la modernisation et la remise à niveau de ses installations.

M. Hachichi a également ajouté qu'il "s'agit d'une activité intense pour garantir l'avenir de la production dans cette région", précisant que cette visite "nous permettra de superviser de près et examiner l'état d'avancement réel de ces projets si attendus pour améliorer et soutenir la production".

Dans le même sillage, le directeur régional de Sonatrach à Hassi Messaoud, Toufik Hamdane, a expliqué à l'APS que l'apport du projet de revamping est double, permettant d'une part d'acquérir des technologies nouvelles, mais également d'augmenter la capacité de production, soit un gain de 3.000 tonnes de pétrole par jour, ainsi que l'élimination des gaz torchés d'environ 500.000 m3 par jour.

D'un montant global de 7,5 milliards de dinars, soit 650 millions de dollars, dont 51% en dinar algérien, le projet dont les contrats avaient été signés en avril 2016 a été confié au Groupe JGC (Japon) pour un délai de réalisation de 48 mois.

Plusieurs sociétés algériennes avaient été engagées dans le projet comme sous-traitants du groupe JGC à l'instar de l'ENGTP, ENGCB et SNC El Amel.

Le projet dont la réception était prévue en juin 2020 a connu des retards, dus notamment à la réalisation de nouvelles installations sur des unités en production, les difficultés d'identification d'anciennes pipes enterrés et découverts lors de la construction, ainsi que certaines grèves du personnel des sociétés algériennes engagées par JGC dans le projet. Ce retard, actuellement estimé à 10 mois, portera la réception finale des nouvelles installations à mars 2021.

Le P-DG de la Sonatrach a, dans ce sens, instruit ses responsables de "redoubler d'efforts" pour rattraper les retards accusés dans tous les projets, ainsi que "d'en tirer les leçons pour s'en servir dans le futur".

Interrogé par la presse sur les raisons de ce genre de retard et s'ils n'étaient pas liés à des raisons financières, M. Hachichi a affirmé qu'il s'agit "plutôt de retard pour des raisons techniques", ajoutant que Sonatrach "n'a pas de problèmes financiers".

L. N.

Sur instruction du ministre de l'Education

La prime de 5000 DA remise aux élèves avant la rentrée

Par Massi Salami

La prime de solidarité scolaire, qui vient de passer de 3 000 à 5 000 DA, destinée aux élèves de familles démunies, sera remise aux concernés dans l'immédiat. Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, a indiqué avoir donné des instructions à ses services pour remettre cette prime à partir de "la journée d'hier", afin de permettre aux élèves d'acquérir les fournitures scolaires. Cette mesure vise à assurer une scolarisation dans de bonnes conditions de tous les élèves et en finir avec les pratiques bureaucratiques

qui retardent, durant les années précédentes, la remise de cette prime au moment opportun. L'augmentation de cette prime qui profite à des milliers de familles démunies a été bien accueillie d'autant que de nombreux parents d'élèves rencontrent toutes les peines du monde à subvenir aux besoins de leurs enfants scolarisés. Pour assurer une rentrée scolaire dans de bonnes conditions, le gouvernement a pris plusieurs mesures, qualifiées "d'inédites" par le ministre de tutelle.

Outre la prime de 5 000 DA qui va profiter à 3 millions d'élèves classés dans la catégorie démunie,

il a été décidé aussi la revalorisation de la prime de scolarité, fixée depuis 1994 à 400 DA à 3.000 DA, pour chaque enfant scolarisé dans les trois paliers (primaire, moyen et secondaire).

Concernant le manuel scolaire, le ministre a tenu à rassurer les parents d'élèves en faisant savoir qu'il sera disponible dans les établissements et à travers des expositions qui seront organisées dans chaque wilaya.

Le ministre a affirmé aussi l'absence, cette année, de la surcharge des classes pour les élèves, vu le nombre d'infrastructures que son département a réceptionné, à l'ex-

ception de certaines localités en raison du mouvement de la population dans le cadre du relogement.

Aussi, dans le cadre des préparatifs de l'année scolaire, Abdelhakim Belabed a rencontré, lundi, des représentants d'organisations syndicales relevant du secteur en vue de prendre connaissance de leurs préoccupations socio-professionnelles.

Dans une déclaration à la presse, M. Belabed a affirmé que cette rencontre vise à "écouter les partenaires sociaux pour prendre en charge leurs préoccupations socio-professionnelles" et à "élaborer une feuille de route" pour la collabora-

tion et la concertation entre les deux parties tout au long de l'année".

A ce propos, le ministre de l'Education a indiqué que le secteur s'apprêtait à "accueillir les propositions et les solutions de ces syndicats", soulignant son engagement "à examiner toutes les revendications légitimes conformément aux lois". Autrement dit, le ministre veut éviter les mouvements de grève en prenant langue avec les syndicats de son secteur, qui connaît habituellement d'interminables perturbations suite aux débrayages des enseignants.

M. S.

Organisation de l'élection présidentielle

Le panel fait une série de propositions

Comme annoncé la veille par son coordinateur général Karim Younes, l'Instance nationale de dialogue et de médiation (INDM), a rendu public hier son " rapport final" adressé aux partis contenant une série de propositions d'amendements de la loi portant régime électoral ainsi que la création de l'instance indépendante chargée de préparer et d'organiser les élections présidentielles.



Par S. A. Mohamed

Le rapport de l'Instance comporte donc des amendements de la loi portant régime électoral notamment dans son volet «candidature». Le panel de Karim Younes propose des amendements quant aux procédures des candidatures, selon plusieurs sources. Ainsi, contrairement au «défilé» récent devant le ministère de l'Intérieur, lors de la tentative de tenir les élections et la reconduite de Bouteflika pour un 5ème mandat, le retrait des formulaires se fera au niveau de l'instance chargée de l'organisation, de la pré-

paration et de la surveillance des élections, propose le panel. Idem pour le dépôt des dossiers de candidature qui se faisaient avant au niveau du Conseil constitutionnel. Ce dernier, n'aura comme "prérogative" que de recevoir les recours des candidats, propose également l'instance de Karim Younes. Quant à la composante de l'Instance chargée des élections, Karim Younes et son équipe proposent qu'elle soit exclusivement composée de magistrats, d'avocats et d'enseignants universitaires. L'instance de Karim Younes, étudierait enfin selon les informations diffusées sur certaines chaînes, la possibilité

de désigner à la tête de l'instance chargée des élections un magistrat issu de la cour suprême. Pour rappel, lundi, Karim Younes avait fait état de la présentation "dans les deux prochains jours" de deux propositions relatives à la révision de la loi portant régime électoral et à la création d'une haute Instance indépendante, chargée de la préparation, de l'organisation et de la surveillance du processus électoral. Dans une déclaration à la presse, au terme de l'audience accordée par l'INDM à des associations et organisations nationales, M. Younes a indiqué que ces deux propositions constituaient la conclusion de l'en-

semble des propositions formulées par les partis politiques, les personnalités et représentants de la société civile reçus par l'Instance, précisant que les deux documents seront distribués, dans les deux prochains jours, en vue de permettre à toutes les parties de les étudier. "L'INDM n'a pas vocation d'élaborer et de promulguer les lois, qui relèvent des prérogatives du Parlement", a-t-il poursuivi. Affichant son "attachement" à continuer à présider l'INDM, il s'est dit convaincu de l'importance du rôle de cette dernière, notamment en la conjoncture actuelle que traverse le pays. S. A. M.

Djemai devant les parlementaires de son parti

Le FLN appelle à une présidentielle dans les plus brefs délais

Par Rachid Chihab

Le FLN a réaffirmé son attachement à la tenue dans les plus brefs délais, d'une élection présidentielle. S'exprimant devant les parlementaires de son parti, le secrétaire général du parti, Mohamed Djemai, a estimé que l'organisation des élections présidentielles est la solution la moins coûteuse et la plus juste pour sortir le pays de la crise.

Il a précisé que son parti a plaidé pour cette solution depuis le début de la crise en février dernier. "Nous n'arrêtons pas d'appeler à la tenue des élections présidentielles", a-t-il clamé avant de fustiger les voix qui se sont soulevées ces derniers mois, appelant à la dissolution du FLN. "Le FLN est plus grand que ceux qui essaient de l'exclure de l'activité politique", répond-t-il. Il enchaîne : "Les cadres et les militants du FLN qui se comptent par centaines de milliers n'ont jamais arrêté de servir le pays et le défendre".

Poursuivant sa riposte, il appelle les détracteurs de sa formation politique à ne pas se verser dans la critique destructive. "La critique destructive détruit les pays et les nations", dit-il. Pour lui, les critiques que subit son parti et ses cadres sont inacceptables. Sur le même ordre d'idée, il a déploré les attaques anonymes sur les réseaux sociaux. Sur un autre registre, Djemai a renouvelé le soutien du parti à l'institution militaire. "Nous avons soutenu l'institution militaire car elle est la seule qui assure la cohésion nationale", dit-il.

R. C.

Mohamed Loukal

L'avant-projet de loi de Finances 2020 devant le Gouvernement la semaine prochaine

Le ministre des Finances, Mohamed Loukal, a annoncé mardi, en marge de l'ouverture de la session ordinaire de l'Assemblée populaire nationale (APN), que l'avant-projet de loi de Finances 2020 sera soumis au Gouvernement la semaine prochaine.

Le ministre qui répondait aux questions des journalistes n'a donné aucun détail sur l'avant-projet de loi en question, se contentant de dire que les détails seront connus le moment opportun. Par ailleurs, dans son allocution lors de la séance d'ouverture de la session parlementaire, le président de l'APN, Slimane Chenine, a estimé important que la prochaine loi de Finances ne comporte pas de hausses impactant le pouvoir d'achat des citoyens, tout en préservant les grands équilibres de l'Etat.

R. L.

Selon le président de l'APN

La situation économique de plus en plus tendue

Le président de l'Assemblée populaire nationale, Slimane Chenine, a averti mardi que la situation économique du pays était "de plus en plus tendue".

"Aujourd'hui, la prudence est requise quant à la situation économique de plus en plus tendue suite aux politiques inopérantes suivies par le passé, et qui étaient basées sur le monopole et l'économie de rente profitant à une clique au détriment du reste des citoyens", a affirmé M. Chenine lors de la séance d'ouverture de la session ordinaire 2019-2020, qui s'est déroulée en présence du Premier ministre, Noureddine Bedoui et des membres du Gouvernement.

Une situation économique aggravée encore par "l'attentisme,

l'absence d'esprit d'initiative et la frilosité excessive", a souligné le président de l'APN, plaidant pour "l'accompagnement des entreprises économiques pour la reprise de leurs activités et le traitement de tout ce qui est susceptible de les entraver à travers des solutions économiques et non seulement administratives".

Par ailleurs, M. Chenine a appelé à "tenir compte de la situation sociale difficile que connaît le pays avec la régression du pouvoir d'achat et le recul de certains indicateurs économiques".

Il a estimé, dans ce sens, "inacceptable la récurrence de problèmes qu'on croyait réglés comme les coupures d'eau et d'électricité, les mauvaises prestations sanitaires et d'autres

maux qui empoisonnent le quotidien des citoyens au moment où nous aspirons à une bonne rentrée sociale".

D'autre part, le ministre des Finances, Mohamed Loukal, a indiqué à la presse au sujet des salaires impayés des travailleurs des entreprises dont les patrons sont incarcérés, que ces salaires seront versés "dans les prochains jours" et que "toutes les situations en suspens seront réglées".

A la question de savoir si les emplois au sein de ces entreprises seront préservés, le ministre a réaffirmé qu'"aucun emploi ne sera supprimé, mieux encore les emplois seront consolidés grâce aux administrateurs".

Sur le même dossier, le ministre du Commerce Saïd

Djellab a indiqué, en réponse à une question sur les importations gelées de ces entreprises en raison du gel de leurs comptes bancaires, que "la désignation d'administrateurs à la tête de ces entreprises allait permettre de régler ce problème".

A une autre question sur l'importation des véhicules de moins de trois ans, M. Djellab s'est contenté de répondre que ce dossier "était toujours à l'étude au niveau du Gouvernement".

De son côté, le ministre de la Communication, Porte-parole du Gouvernement, Hassan Rabehi, a fait savoir en réponse à une question de l'APS sur la durée que prendrait le dégel des comptes bancaires des entreprises concernées que "quel que

soit la durée que prendrait cette procédure qui relève de la Justice, le but escompté est de préserver les entreprises et de conserver les emplois".

Soulignant que "la justice demeure souveraine et il ne faut pas s'immiscer dans son travail", il a ajouté : "j'ai eu des réunions avec des représentants de ces entreprises à qui j'ai fait part de la volonté sincère du Gouvernement algérien à accompagner leurs efforts et à œuvrer sérieusement en vue de leur venir en aide".

"L'Algérie a besoin aujourd'hui non seulement des entreprises performantes, mais aussi de toutes celles qui contribuent au renforcement de l'économie nationale", a-t-il conclu.

G. N.

Nouvelle Zélande

Les Amis du peuple sahraoui manifestent contre le pillage du phosphate

Les Amis du peuple sahraoui en Nouvelle-Zélande ont organisé, dimanche, une manifestation à Christchurch, pour protester contre l'arrivée du navire appelé "Amoy Dream" chargé de milliers de tonnes de phosphates pillés dans le Sahara occidental occupé et importés illégalement par l'entreprise néo-zélandaise "Ravensdown".



Les manifestants, rassemblés près des quais du port de la ville, ont érigé des banderoles sur un pont surplombant le port où il est écrit "Ravensdown doit cesser d'importer le phosphate sahraoui taché de sang", a indiqué l'agence SPS.

Ils ont soulevé également d'autres slogans, notamment "Liberté pour le peuple sahraoui" et "Arrêtez l'occupation du Sahara occidental". La manifestation, organisée par les Amis du peuple sahraoui en Nouvelle-Zélande, a reçu une large couverture médiatique, permettant à l'opinion publique de s'informer sur les activités illégales de cette entreprise. Clare Bulter, membre

de l'association des Amis du peuple sahraoui, a souligné que le phosphate importé en Nouvelle-Zélande a été volé par cette entreprise au Sahara occidental occupé illégalement par le Royaume marocain.

"Quand j'ai appris les atrocités commises dans les territoires sahraouis, j'ai eu honte d'être citoyenne néo-zélandaise. C'est pourquoi je suis ici, aujourd'hui, pour défendre ce qui est juste, comme un vrai Néo-Zélandais devrait le faire", a-t-elle fait savoir.

"L'occupation du Sahara occidental par le Maroc est brutale", a dénoncé, de son côté, Josie Bulter, porte-parole de l'association néo-zélandaise qui soutient le droit à l'autodétermination du

peuple sahraoui. "Je pense que les habitants de Christchurch seraient horrifiés de savoir qu'une entreprise locale finance une telle injustice", a fait observer le porte-parole de l'association des Amis du peuple sahraoui.

Les manifestants ont appelé le gouvernement de leur pays à cesser d'importer le phosphate volé des territoires sahraouis, soutenant que les Etats-Unis, le Canada, l'Afrique du Sud et l'Australie ont arrêté d'acheter le phosphate sahraoui pillé par l'occupant marocain.

L'année dernière, un navire transportant des phosphates à destination de la Nouvelle-Zélande avait été arrêté en Afrique du Sud à la suite d'une

décision de justice.

Les Amis du peuple sahraoui de Dunedin, en Nouvelle-Zélande, se préparent à une nouvelle manifestation contre l'arrivée d'un autre navire transportant des tonnes de phosphate sahraoui qui doit y accoster jeudi prochain. Le représentant du Front Polisario en Australie et en Nouvelle-Zélande, Kamal Fadel, a appelé, vendredi, l'Etat néo-zélandais à mettre fin à la participation de certaines entreprises néo-zélandaises au pillage systématique de la richesse du Sahara occidental, en coopération avec le régime d'occupation marocain et le vol du phosphate dans le Sahara occidental.

T. Y.

La Nouvelle-Zélande appelée à mettre fin à la coopération de ses entreprises avec l'occupation marocaine

Le représentant du Front Polisario en Australie et en Nouvelle-Zélande, Kamal Fadel, a appelé l'Etat néo-zélandais à mettre fin à la participation de certaines entreprises néo-zélandaises au pillage systématique de la richesse du Sahara occidental, en coopération avec le régime d'occupation marocain et le vol du phosphate dans le Sahara occidental.

Le diplomate sahraoui a mis en lumière, dans un article publié vendredi dans le quotidien à grande diffusion "New Zealand Herald", l'implication de l'entreprise "Ravensdown" et de la Nouvelle-Zélande dans l'importation de phosphates pillés des territoires occupés du Sahara occidental, les invitant "à suivre l'exemple des sociétés australiennes, canadiennes et américaines qui ont cessé d'importer cette richesse volée à cause de l'exploitation illégale par le Maroc".

Dans ce contexte, M. Fadel a salué le courage de la Première ministre néo-zélandaise, Jacinda Ardern, face aux récentes situations

tragiques en Nouvelle-Zélande, espérant "avoir le même courage pour mettre fin au commerce illégal du phosphate importé du Sahara occidental occupé, qui nuit à l'image de la Nouvelle-Zélande et à sa réputation en général dans le monde".

Kamal Fadel a déclaré que le gouvernement néo-zélandais exprimait occasionnellement son soutien au processus de paix mené par l'ONU au Sahara occidental, notamment en appelant à un référendum juste et transparent sur l'autodétermination du peuple sahraoui, mais regrette que "cette position contredit la position des deux sociétés qui violent directement le droit international et les traités interdisant de traiter avec les puissances occupantes". "Les deux entreprises importent environ 70% du phosphate volé, ou phosphate contaminé par le sang, et utilisent donc des phosphates riches en phosphore pour fabriquer des engrais dont dépend l'agriculture néo-zélandaise", a déclaré le diplomate sahraoui.

Le diplomate sahraoui a rappelé dans son article le statut juridique du Sahara occidental, qui interdit au Maroc toute exploitation des ressources naturelles sahraouies.

Kamal Fadel a toutefois précisé que la société exploitant illégalement les richesses en phosphates du Sahara occidental appartient au roi du Maroc et que les bénéfices de ce pillage vont directement au Trésor marocain. "Il est donc impossible de parler des avantages pour la population du Sahara occidental occupé", a-t-il souligné.

Il a également indiqué que "le commerce des phosphates est l'un des secteurs les plus importants exploités par le régime d'occupation marocain au Sahara occidental, alors que des milliers de réfugiés sahraouis vivent de l'aide humanitaire depuis quatre décennies, tandis que le reste du peuple sahraoui vit dans la pauvreté et la marginalisation dans les zones occupées du Sahara occidental".

L. M.

Lutte du peuple sahraoui Le président du Timor-Oriental réitère le soutien de son pays

Le président de la République démocratique du Timor-Oriental, Francisco Guterres a réitéré le soutien ferme de son pays à la juste lutte du peuple sahraoui pour son droit à l'autodétermination, assurant que le soutien et la coopération avec les Sahraouis seront élargis.

Dans un discours prononcé, vendredi, dans le cadre des activités officielles organisées pour commémorer le 20e anniversaire du référendum d'autodétermination qui a donné liberté et indépendance au peuple timorais, Francisco Guterres a réitéré le soutien ferme de son pays à la juste lutte du peuple sahraoui pour son droit à l'autodétermination et l'indépendance, a indiqué l'agence SPS.

"Nous ne pouvons pas commémorer le vingtième anniversaire du référendum d'autodétermination du peuple timorais sans mentionner le peuple frère du Sahara occidental. Au nom du peuple timorais, je saisis cette occasion pour exprimer nos sentiments de solidarité les plus profonds", a déclaré, en effet, le président timorais devant plusieurs délégations étrangères et corps diplomatiques accrédités à Dili.

Le conflit sahraoui a été la seule question soulevée dans le discours de bienvenue du chef de l'Etat timorais aux délégations ayant assisté à cet événement, attirant ainsi l'attention des présents sur l'attachement de son pays au droit à l'autodétermination du peuple sahraoui.

"Au Timor-Oriental, nous continuerons d'étendre notre soutien, notre coopération et notre amitié au peuple du Sahara occidental. Telle est la position ferme du peuple timorais, en tant que peuple solidaire des causes justes et en tant que peuple respectueux des droits de l'Homme à tout prix et parce que le peuple sahraoui a lutté courageusement pour la justice et la paix à l'intérieur et à l'extérieur", a souligné, en outre, M. Guterres. La cause sahraouie et sa juste lutte pour le droit à l'autodétermination ont été très présentes dans la commémoration de cet événement historique qui avait fait triompher la légalité internationale et l'aboutissement d'un processus de décolonisation similaire à celui en cours dans le Sahara occidental.

La République démocratique du Timor-Oriental est un pays d'Asie du Sud-Est. Elle était une colonie portugaise jusqu'en 1975.

Elle a été occupée par l'Indonésie jusqu'à ce que les Nations unies dirigent le travail de la communauté internationale pour célébrer le référendum d'autodétermination tant attendu de 1999.

Après une période d'administration par l'ONU (1999-2002), le 20 mai 2002, il s'est déclaré souverain et membre des Nations Unies.

Bilal L.

Prix du pétrole

Le Brent à plus de 58 dollars à Londres

Les prix du pétrole baissaient mardi en cours d'échanges européens, alors que des estimations font état d'une augmentation de la production de l'Opep et que le conflit commercial entre la Chine et les Etats-Unis continue à se faire sentir.



Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 58,32 dollars à Londres, en baisse de 0,58% par rapport à la clôture de lundi. A New York, le baril américain de WTI pour livraison en octobre s'échangeait à 54,49 dollars, soit 1,11% de moins que la veille.

"L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a augmenté sa production en août pour la première fois cette année, ce qui a pesé sur les cours du pétrole", a expliqué Ipek Ozkardeskaya, analyste chez London Capital Group.

Selon une estimation de l'agence Bloomberg, la production de l'Opep a augmenté de 200.000 barils par jour le mois dernier, pour atteindre une production totale de 29,99 millions de barils par jour (mbj).

Selon Eugen Weinberg, analyste pour Commerzbank, "il faudra une grande discipline de production de la part de l'Opep et de ses alliés pour protéger les prix du pétrole d'une autre baisse, surtout vis-à-vis des craintes sur la demande" qui planent dans un contexte de tensions commerciales.

La Chine et les Etats-Unis continuent de s'affronter dans un

conflit commercial, et ce malgré un ton plus conciliant de part et d'autre la semaine dernière.

Pour Sukrit Vijayakar, analyste chez Trifecta Consultants, l'entrée en vigueur des nouveaux droits de douane chinois et américains a "renforcé les craintes d'un possible contre-coup négatif sur la croissance mondiale et donc sur la demande en brut".

Des droits de douane supplémentaires frappant des milliards de dollars de produits chinois sont en effet entrés en vigueur dimanche aux Etats-Unis,

Donald Trump se montrant déterminé à arracher à Pékin un

accord commercial.

Ces surtaxes de 15% portent sur une partie des 300 milliards de dollars de biens importés du géant asiatique qui avaient été jusqu'alors épargnés par les précédentes mesures américaines.

Pékin a rétorqué en augmentant des tarifs douaniers sur 75 milliards de dollars de biens américains en deux temps, avec une première échéance à la même date du 1er septembre. Le pétrole brut américain fait partie des produits visés, voyant sa taxe d'importation en Chine augmenter de 5%.

D. F.

Céréales Léger rebond du blé, au lendemain d'une baisse

Les prix du blé connaissent mardi à la mi-journée un petit rebond technique, au lendemain d'une nette baisse et d'un nouveau plus bas enregistré sur les échéances, rapprochées comme plus lointaines.

Les cours ont poursuivi leur repli, lundi, alors que les marchés américains étaient fermés. Les cours à la Bourse de Chicago étaient relativement stables, en blé comme en maïs, mardi lors de la préséance.

Néanmoins, la parité euro/dollar "reste toujours attractive", notait Gautier Le Molgat, analyste au cabinet Agritel. L'euro poursuivait mardi son mouvement de baisse et demeurait nettement en dessous de 1,10 dollar.

Pour M. Le Molgat, cette donnée monétaire permet de "consolider l'idée qu'on a des prix très attractifs". Cependant, les blés russes et de la région de la mer Noire en général, ont vu leurs cours perdre du terrain ces derniers jours, conservant un écart de prix stable avec le blé français.

"On se côtoie dans un mouchoir de poche", estimait M. Le Molgat. Bruxelles a publié de nouveaux chiffres d'exportations, qui traduisent une petite accélération du commerce des grains de l'UE: "pour la semaine dernière, les exportations de blé tendre totalisent 818.299 tonnes (près de 1,5 million de tonnes pour les deux semaines précédentes), atteignant près de 4 millions de tonnes depuis le 1er juillet, début de la campagne, indiquait le cabinet Inter-Courtage dans une note.

"Dans le détail, la France est débloquée et atteint 711.000 tonnes (+90.000 tonnes) mais est quand même dépassée par la Roumanie, à 1,41 million de tonnes (+362.600 tonnes)", indiquait Inter-Courtage. Dans la matinée, la tonne de blé tendre regagnait 25 centimes d'euro sur l'échéance de septembre à 164 euros et 25 centimes également sur celle de décembre à 167 euros, pour un peu plus de 8.700 lots échangés. La tonne de maïs, elle, progressait également de 25 centimes, tant sur l'échéance de novembre à 162 euros, que sur celle de janvier à 166,75 euros, pour environ 120 lots échangés.

H. O.

Devises

La livre sterling au plus bas depuis octobre 2016 face au dollar

La livre sterling est tombée mardi à un plus bas en trois ans face au dollar, avant une rentrée parlementaire britannique à haut risque pour la majorité comme pour l'avenir du pays à l'heure du Brexit. Vers 08H45 GMT (09H45 à Alger), la livre perdait 0,57% face au billet vert, à 1,1997 dollar, et 0,37% face à l'euro, à 91,26 pence pour un euro. Vers 07H50 GMT, elle est tombée jusqu'à 1,1959 dollar, un niveau plus vu depuis un crash éclair en octobre 2016. L'euro, de son côté, perdait 0,21% face au dollar, à 1,0947 dollar, après être tombé durant la séance asiatique à 1,0931, un niveau plus vu depuis mai 2017.

"L'incertitude du Brexit atteint de nouveaux sommets et plombe à la fois la livre et l'euro", a commenté Kit Juckes, analyste pour la Société Générale.

Le Premier ministre britannique Boris Johnson va devoir faire face mardi à la fronde de députés de son propre parti conservateur hostiles à un Brexit sans accord. Un premier vote autour du calendrier du Brexit doit avoir lieu dans la soirée à la Chambre des communes.

Si son issue est négative pour le gouvernement, Boris Johnson présentera dans la foulée une motion pour organiser des élections législatives le 14 octobre, selon un res-

ponsable gouvernemental.

Une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord est le scénario cauchemar des milieux d'affaires, ce qui pèse sur la livre, mais la perspective d'élections n'est pas non plus jugée comme une solution rassurante. "Entre un Brexit sans accord et une possible administration dirigée par Jeremy Corbyn (le leader travailliste, bête noire des milieux économiques), les investisseurs sont obligés de se prononcer sur le type de poison qui sera le moins nocif", a souligné Michael Hewson, analyste pour CMC Markets.

Dans ce contexte, la devise britannique

devrait rester "extrêmement volatil", selon Naeem Aslam, analyste pour Think Markets.

Selon lui, si la livre dispose encore d'un potentiel de baisse, elle est également survendue, ce qui rend un rebond possible.

Les cambistes surveilleront par ailleurs un autre vote dans la journée, celui des militants du Mouvement 5 Etoiles (antisystème) en Italie. Si ceux-ci approuvent la coalition formée entre le M5S et le Parti démocrate (centre gauche), cela pourrait bénéficier à la devise unique, mais un rejet risque de la pénaliser, ont expliqué Lee Hardman et Fritz Louw, analystes pour MUFG.

H. K.

Laghouat

Récupération de plus de 50 ha de foncier industriel inexploité

Une superficie de 51 hectares inexploités attribuée dans le cadre de l'investissement industriel a été récupérée dans la wilaya Laghouat, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya. Cette surface englobe 117 parcelles de terrain réparties

sur la zone industrielle "Bouchaker" (commune de Laghouat) et les zones d'activité d'Aflou, d'El-Assafia et de Hassi R'mel, a-t-on précisé. Dans le cadre de la même opération, 35 titres de concession, dont leurs bénéficiaires n'ont pas respecté les

délais contractuels, ont été résiliés, 17 actes seront transmis aux instances judiciaires et 18 autres seront annulés conformément aux procédures administratives, a-t-on indiqué de même source. Le nombre de projets d'investissement résiliés depuis le début de l'opéra-

tion s'élève à 151 projets non lancés, a-t-on fait savoir. Par ailleurs, la wilaya de Laghouat a bénéficié, au titre du programme sectoriel de 2019, d'un montant estimé à 1,5 milliard DA (deuxième tranche) pour réaliser l'extension de la zone industrielle Bouchaker. Une enve-

loppe de 320 millions DA a été consacrée également à l'aménagement de la Zone d'expansion touristique (commune de Laghouat) qui sera mise à la disposition des promoteurs pour concrétiser leurs projets, selon la même source.

F. A.

Argentine

Début du contrôle des changes, premières queues devant les banques

Le contrôle des changes, imposé par le gouvernement aux entreprises et aux particuliers, est entré en vigueur lundi en Argentine, tandis que les premières files d'épargnants angoissés se formaient aux portes de banques pour retirer leurs dollars.



Un jour après la décision du président libéral Mauricio Macri qui impose des limites pour l'achat et le transfert de devises, la monnaie argentine s'est appréciée de 5,38% à la fermeture, à 58,41 pesos pour un dollar. L'indice Merval de la Bourse de Buenos Aires a lui bondi lundi de 6,45%.

"J'estime que le dollar va rester stable. (Le taux de change) a baissé de 2,5 pesos, mais avec très peu de volume" de transactions, a déclaré le ministre des Finances Hernan Lacunza à la sortie d'un conseil des ministres, voulant faire preuve de prudence.

Les mesures du gouvernement, qui resteront en vigueur jusqu'au 31 décembre, font suite à plusieurs semaines d'incertitudes sur les marchés et de forte dépréciation de la monnaie argentine.

Le décret publié dimanche au Bulletin officiel argentin impose aux entreprises exportatrices de changer en pesos les dollars entre cinq et quinze jours ouvrables après l'encaissement, ou 180 jours après l'exportation des biens.

Les particuliers ne pourront effectuer de virements à l'étran-

ger de plus de 10.000 dollars, ni acheter des devises pour un montant supérieur à cette somme sans autorisation de la Banque centrale d'Argentine (BCRA).

"Nous pensons que ces mesures vont fonctionner. Elles font partie d'un programme", a déclaré Hernan Lacunza, en référence à la demande faite au Fonds monétaire international (FMI) d'un réajustement de la dette du pays de 57 milliards de dollars auprès de l'institution. Selon l'accord signé en 2018, les premiers remboursements doivent intervenir en 2021.

Mais il était trop tôt pour mesurer les conséquences concrètes du contrôle des changes.

"Ce lundi étant férié aux Etats-Unis, la Bourse est fermée. La vraie réaction va se faire sentir à partir de mardi", a déclaré à l'AFP l'économiste Hector Rubini, de l'université du Salvador.

"Précédent inquiétant"

"Le contrôle de capitaux peut aider à prévenir l'instabilité du taux de change, mais constitue un précédent inquiétant" avant

un éventuel changement de gouvernement, le 10 décembre, estime le cabinet Capital Economics.

Le péroniste de centre gauche Alberto Fernandez fait désormais figure de favori pour le scrutin présidentiel du 27 octobre, après sa large victoire aux élections primaires où il a remporté 47% des suffrages, loin devant M. Macri (32%) qui brigue un second mandat.

Le gouvernement a eu beau s'abstenir de restreindre les retraits bancaires, une mesure connue sous le nom de "corralito" qui, appliquée fin 2001, avait déclenché la pire crise politique et économique de l'histoire du pays, à Buenos Aires, les premières files d'attente étaient visibles lundi aux portes des banques, où des épargnants cherchaient à retirer leurs dollars.

"C'est une situation très angoissante. J'ai reçu un héritage avec lequel j'ai acheté un appartement, mais il me restait une somme. Lorsque le dollar a commencé à s'apprécier, je ne savais pas quoi faire, si laisser l'argent à la banque ou le retirer", explique à l'AFP une jeune femme de 28 ans, qui travaille

dans la publicité et préfère rester anonyme.

Elle a finalement décidé de garder l'argent dans un coffre-fort, après que son petit ami, employé de banque, l'a prévenue qu'il n'y avait quasiment plus de coffres-forts disponibles, explique-t-elle.

Pour tenter de rassurer les épargnants, le gouvernement a demandé aux banques d'étendre leurs horaires d'ouverture au public.

"Le système financier est solide", a assuré lundi le président de la Banque centrale d'Argentine Guido Sandleris, expliquant que la moitié des dépôts en dollars se trouvaient à la Banque centrale et le reste dans les banques de détails ou sous forme de prêts à des exportateurs.

L'économie argentine, en récession depuis 2018, connaît une des inflations les plus élevées au monde (25,1% entre janvier et juillet, 54,4% sur les 12 derniers mois), une baisse de la consommation, des fermetures de commerces et une augmentation de la pauvreté (32% en 2018) et du chômage (10,1% cette année).

AFP

Taxes américaines

La Chine dépose une plainte à l'OMC

La Chine a annoncé lundi qu'elle avait déposé une plainte à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), en réaction à l'entrée en vigueur dimanche aux Etats-Unis de nouveaux droits de douane sur des produits chinois représentant des milliards de dollars d'importations annuelles.

"Ces taxes américaines enfreignent gravement le consensus auquel étaient parvenus les chefs d'Etat de nos deux pays à Osaka" (Japon) fin juin pendant le sommet du G20, marqué par l'annonce d'une trêve dans la guerre commerciale bilatérale, a indiqué le ministère chinois du Commerce. "La Chine est très mécontente et résolument opposée à cela. Conformément aux règles de l'OMC, elle protégera fermement ses droits et intérêts légitimes", a-t-il souligné dans un communiqué publié sur son site internet.

Le ministère a précisé que la plainte a été déposée dans le cadre de l'organe de règlement des différends de l'OMC, l'ORD.

La Chine et les Etats-Unis sont engagés depuis plus d'un an dans un bras de fer commercial qui s'est traduit par l'imposition réciproque de droits de douane punitifs sur plus de 360 milliards de dollars d'échanges annuels.

R. K.

Thaïlande

Les restes d'un militant écologiste disparu retrouvés

Les restes d'un militant écologiste, disparu il y a plus de cinq ans en Thaïlande, ont été retrouvés dans un parc national au sud de Bangkok, a fait part, mardi, la police locale. "Les autorités ont découvert en avril dans une étendue d'eau du parc national de Kaeng Krachan, dans la province de Petchaburi (ouest), un baril de 200 litres contenant un morceau d'os en partie calciné", a indiqué lors d'une conférence de presse le lieutenant colonel Korawat Panprapakorn du Département des enquêtes spéciales (DSI) du ministère de la Justice. "Les analyses ADN ont confirmé qu'il s'agissait bien de l'activiste Por Cha Lee Rakcharoen", a-t-il ajouté.

D'autres os humains ont été découverts dans cette zone, mais les enquêteurs n'ont pas précisé à ce stade s'ils appartenaient ou non au militant. Ils ont en revanche indiqué avoir établi "une liste de suspects", sans donner davantage de précisions. Por Cha Lee Rakcharoen, connu sous le nom de "Billy", avait disparu le 17 avril 2014, après avoir été arrêté par les autorités locales à un poste de contrôle du parc de Kaeng Krachan. Motif officiel: être en possession de miel récolté illégalement.

G. L.

Emirats arabes unis

Un comité créé à Dubaï pour résoudre la crise de l'immobilier

Le gouverneur de Dubaï, Cheikh Mohammed ben Rached Al-Maktoum, a annoncé lundi la création d'un comité chargé de résoudre la crise que connaît le marché de l'immobilier, secteur clé de cet émirat.

Depuis 2014, le marché de l'immobilier connaît une forte baisse à Dubaï en raison d'une offre excédentaire des promoteurs.

Le comité, chargé par le cheikh d'établir une stratégie sur dix ans,

inclura les représentants des principaux promoteurs immobiliers opérant dans l'émirat de Dubaï.

Il sera dirigé par l'un de ses fils, Maktoum ben Mohammed, qui est aussi le vice-souverain de Dubaï.

"Aujourd'hui nous avons formé à Dubaï un haut comité pour la planification de l'immobilier (...) avec le but d'obtenir un équilibre entre l'offre et la demande", a déclaré sur Twitter cheikh Mohammed ben Rached Al-Maktoum, également

Premier ministre des Emirats arabes unis.

Il a appelé le comité à s'assurer que toute nouvelle construction apporte une valeur ajoutée au marché, sans se contenter de reproduire une offre préexistante.

Selon les prévisions économiques, le secteur, qui représente environ 7% du produit intérieur brut de Dubaï, risque de continuer à s'effondrer en raison de l'offre excédentaire et du ralentissement éco-

nomique engendré par une baisse des cours du pétrole.

Dans une mégapole aux gratte-ciels futuristes et où les appartements luxueux ne manquent pas, les promoteurs continuent cependant de construire en vue de l'Exposition universelle de 2020, événement qui devrait créer 300.000 emplois et attirer plus de 20 millions de visiteurs.

A cette occasion, les promoteurs espèrent conclure la vente de

nombreux logements et bureaux.

D'après l'agence de notation Standard & Poor's, les prix observés à Dubaï avoisinent ceux connus par l'émirat de Dubaï lors du krach immobilier de 2009 et 2010. Dans le sillage de la crise économique mondiale de 2008, la débâcle du marché immobilier de Dubaï avait alors fortement fragilisé l'économie de l'émirat, provoquant une récession de 2,6% dès 2009.

K. M.

Skikda

Mise en place d'une cellule de crise suite aux récentes inondations

Une cellule de crise composée de représentants des diverses directions exécutives a été installée au siège de la wilaya de Skikda pour suivre la situation et prendre les mesures nécessaires suite aux fortes pluies ayant provoqué des inondations samedi dans les communes de Skikda et Hamadi Krouma, apprend-on lundi des services de la wilaya.



« L'opération de pompage des eaux se poursuit jusqu'à cette heure sur la RN-44 AB à l'entrée de la ville de Skikda et à la cité Frères Saker, où les accès aux immeubles ont été submergés isolant des habitants, ainsi qu'à la cité Merdj Dhib où les rues restent inondées », a indiqué la même source. Zoubir Sebti, directeur par intérim de la Protection civile de la wilaya, a indiqué que depuis la

nuit de samedi à dimanche, tous les moyens ont été mobilisés en plus de 150 agents, ajoutant que ses services ont demandé l'assistance des wilayas de Constantine, Mila et Guelma.

Faisant savoir que la wilaya de Skikda a enregistré entre samedi après-midi et dimanche 141 mm de pluie, ce même responsable a affirmé qu'aucune victime n'est à déplorer. A ce propos, il a assuré que les pompiers ont secouru 39 personnes en danger. La directri-

ce des Travaux publics, Ferial Saïoud, a indiqué, pour sa part, que ses services œuvrent, en coordination avec ceux des communes concernés et de l'Office national de l'assainissement, à nettoyer les avaloirs obstrués par les boues charriées par les eaux sur la route de l'îlot des Chèvres. Des pluies torrentielles accompagnées de rafales de vent ont provoqué la coupure du courant électrique dans un bon nombre de quartiers de la partie Est de Skikda, dont

Filfila, et dans certaines cités comme Hamrouche Hamoudi dans la commune de Hamadi Krouma, et ce depuis dimanche matin. Les services de Sonelgaz ont indiqué, de leur côté, que leurs agents travaillent d'arrache-pied pour procéder au rétablissement de l'électricité, soulignant que ces derniers n'ont pas encore pu accéder à certains endroits du fait que des routes restent encore inaccessibles.

H. F.

A la veille des JM-2021

Les enjeux urbains en débat

Une rencontre ayant pour thème "Les enjeux urbains d'Oran à la veille des Jeux méditerranéens (JM) de 2021" est prévue le 19 septembre prochain à Strasbourg (France) dans le cadre du partenariat entre les deux villes, a-t-on appris lundi à Oran de l'enseignant-chercheur en architecture, Djillali Tahraoui.

Il s'agit d'une conférence/atelier qui sera donnée au titre d'une semaine culturelle initiée par l'association "Rue Méditerranée" née cette année à Strasbourg à la faveur de "la dynamique insufflée par la convention de partenariat conclue avec Oran en avril 2015", a-t-il précisé à l'APS.

Cet enseignant à l'Institut d'architecture de l'Université des sciences et de la technologie d'Oran "Mohamed Boudiat" (USTO-MB) a ajouté que sa communication a pour but de "mettre en relief l'importance des JM-2021 comme une opportunité à l'émergence de solutions urbaines pour Oran, ville d'accueil de la manifestation sportive internationale".

La thématique des JM-2021 est au cœur d'un programme d'échanges académiques entre l'USTO-MB et l'Ecole nationale supérieure d'architecture de Strasbourg (ENSAS), initié également dans le cadre de la convention de partenariat entre les deux villes, a-t-il rappelé.

Des ateliers mixtes réunissant des étudiants et enseignants des deux rives ont été déjà animés à l'USTO-MB et à l'ENSAS, en plus de visites aux sites urbains d'intérêt des deux métropoles partenaires qui ont en commun leur rapport naturel à l'eau (la mer Méditerranée pour Oran et le Rhin pour Strasbourg). "Ces échanges permettront encore d'approfondir la réflexion pour l'embellissement des espaces publics et l'accessibilité aux infrastructures sportives, hôtelières et de loisirs", a fait savoir M. Tahraoui qui est responsable pédagogique de ce partenariat académique.

H. D.

Allergies aux venins d'hyménoptères

Journée scientifique prévue le 13 septembre

Une journée scientifique sur les allergies aux venins d'hyménoptères (allergies causées par les piqûres d'insectes chez l'enfant) sera organisée le 13 septembre à Oran par la Société Algérienne d'Asthmologie, d'Allergologie et d'Immunologie clinique en collaboration avec la Société de Pédiatrie de l'Ouest, a-t-on appris de ses organisateurs.

Les allergies aux venins d'hy-

ménoptères sont des allergies causées par des piqûres d'insectes comme les abeilles, les Guêpes, les frelons, les Fourmi et autres.

Les réactions allergiques les plus sévères sont dues, le plus souvent, aux piqûres de guêpes et d'abeilles.

Le but de cette journée scientifique est de permettre aux pédiatres de l'ouest Algérien ayant une compétence en

Allergologie, de prendre en charge les allergies aux venins d'hyménoptères (AVH) chez l'enfant afin d'améliorer le diagnostic, le traitement et la prévention de ce genre d'allergies, ajoute-t-on de même source.

A noter, 120 enfants sont pris en charge dans le Centre National de prise en Charge des AVH basé du Service de Pneumo-allergologie du CHU de Beni Messous, dont 30 enfants

provenant des wilayas de l'Ouest Algérien, souligne-t-on.

Un riche programme scientifique a été élaboré, comprenant des conférences d'actualité sur l'épidémiologie, les mécanismes immunologiques et physiopathologiques des AVH, le diagnostic, le traitement et la prévention des AVH. Des cas cliniques seront également présentés.

H. F.

Oran

Plus de 19.500 élèves souffrent d'une baisse de l'acuité visuelle

Quelque 19.593 élèves de la wilaya d'Oran, auscultés au niveau des unités de dépistage scolaire durant l'année scolaire 2018-2019, souffrent d'une baisse de l'acuité visuelle, a-t-on appris lundi de la direction locale de la santé et de la population

Ainsi, sur 358.632 élèves des trois paliers auscultés, 19.593 présentent une baisse de l'acuité visuelle, soit un taux de 6 % de la population scolarisée, a indiqué à l'APS le chef de service de la prévention à la DSP, le Dr Youcef Boukhari.

Il a indiqué que cette pathologie est due aux conséquences de la consultation abusive de certains écrans comme les tablettes, les smartphones, le micro-ordinateur et la télévision.

Par ailleurs, une "difficulté scolaire" a été relevée chez 7.860 élèves, a indiqué le même praticien. "La difficulté scolaire est provoquée par des troubles du comportement, à l'instar de l'autisme léger ainsi que d'autres pathologies d'ordre psychologiques liées, pour la plupart, aux problèmes sociaux", a-t-il expliqué.

Quelque 6.644 cas d'asthme, 686 de diabète, 3464 cas d'énurésie et 1.728 cas de déformations du rachitisme (scoliose notamment) ont été également dépistés.

"La santé scolaire compte se spécialiser avec le recrutement de 22 spécialistes au niveau des UDS, au nombre de 46 au niveau de la wilaya d'Oran", a indiqué la même source.

Une pré-enquête sur les pathologies prévalant chez les personnes âgées

Les chercheurs de l'Observatoire régional de la santé d'Oran ont lancé une pré-enquête sur les pathologies prévalant chez les personnes âgées de 65 ans et plus, a-t-on appris lundi des responsables de cet organisme.

Il s'agit d'une pré-enquête sur les motifs de consultation et les pathologies prévalant chez les seniors, âgées de 65 ans et plus, a indiqué la directrice de cet organisme, Nawel Belarbi, expliquant qu'il sera question de définir les pathologies les plus courantes chez cette catégorie de la population. La pré-enquête touchera des patients consultant au niveau de l'établissement public de santé de proximité de Seddikia au cours du premier semestre 2019.

Le EPSP, désigné comme établissement-pilote pour cette pré-enquête, compte 14 salles de soins et 3 services, et couvre une population urbaine et suburbaine estimée à 600.000 habitants.

La pré-enquête permettra de tirer les premières conclusions sur les pathologies prévalentes chez cette tranche d'âge, et de préparer d'autres enquêtes plus étayées, qui toucheront d'autres établissements de santé, a-t-on précisé.

R. O.

Saison estivale à Chlef

Près de 4,5 millions d'estivants sur les plages de la wilaya

Un flux de près de 4,5 millions d'estivants a été enregistré, durant la présente saison estivale, sur les 26 plages autorisées à la baignade du littoral de Chlef, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya.

Le nombre «record» d'estivants, comme qualifié par Tarek Saidi, chef du service tourisme auprès de cette direction, comparativement à la même période de l'année dernière, siège d'un flux de 4,4 millions de visiteurs, a été enregistré durant la période allant du 1^{er} juin au 28 août passé, a-t-il indiqué à l'APS.

«Cette hausse s'explique par une amélioration des prestations et des moyens mobilisés pour la réussite de la saison estivale», a-t-il précisé.

Néanmoins, le responsable a fait part de «nombreux points noirs» recensés par ses services, lors de sorties de terrain réalisées au niveau de différentes plages, notamment concernant les parkings «anarchiques», a-t-il dit.

Il a signalé, au titre des mesures prises pour endiguer ce phénomène, la mobilisation d'une enveloppe de plus de 14 milliards de centimes, en vue de l'aménagement de parkings, durant la prochaine saison estivale.

«Une proposition a été, également, émise en vue de l'installation de panneaux interdisant la baignade au niveau des plages



rocheuses, constituant un point d'attraction pour les amoureux d'aventures», a-t-il ajouté, expliquant cette mesure par le nombre de morts par noyade enregistrées

à leur niveau.

A ce jour, quatre morts par noyade ont été recensés au niveau des plages rocheuses de la wilaya, est-il déploré.

La wilaya de Chlef compte un littoral de 129 km de long.

Au volet hébergement, M. Saidi a fait cas d'une hausse enregistrée, durant cette saison, dans les

capacités d'accueil de la wilaya, portées à 1.674 lits, suite à l'entrée en service de deux nouveaux hôtels (de type 3 et 4 étoiles).

L. T.

Axe Chiffa-Médéa

Entame de la phase finale de construction du pont métallique de "oued-Atteli"

La construction du pont métallique, réalisé dans le cadre du projet de modernisation de l'axe Chiffa-Médéa a atteint lundi sa phase finale avec la pose de la dernière partie de cet ouvrage d'art long de plus de 530 mètres, a-t-on appris lundi d'un responsable de l'entreprise de réalisation d'ouvrage d'Art «Sapta». «Cette opération délicate, effectuée à l'aide d'un système de poussée hydraulique, concerne un linéaire de 40 mètres et devrait durer entre deux et trois jours pour faire la jonction avec un tronçon de cet axe routier déjà achevé, situé au lieu-dit Oued-Atteli, à la sortie sud de la commune d'El-Hamdania», selon les explications fournies par le même responsable. Les travaux de finition et de pose du tablier de cet imposant ouvrage d'art métallique, qui surplombe l'ancien tracé de la route nationale N 1, devraient être entamés courant septembre, a-t-il dit.

La jonction avec le second et dernier ouvrage d'art, encore en construction sur cet axe, interviendront, «au plus tard au mois d'octobre», ajoutant que des dispositions ont été prises afin d'accélérer les travaux de construction au niveau de cet ouvrage pour permettre son exploitation dans les meilleurs délais possibles. Des instructions fermes ont été données par le chef de l'exécutif lors de son déplacement, ce lundi, sur site pour livrer ces deux ouvrages, avant la fin de l'année.

T. K.

Sidi Bel Abbès

Ouverture prévue de 10 nouveaux établissements scolaires

Le secteur de l'Education sera renforcé dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès par l'ouverture de dix nouveaux établissements scolaires au titre de la rentrée scolaire 2019-2020, a-t-on appris lundi auprès de la direction du secteur. Ces structures éducatives seront ouvertes dans diverses régions de la wilaya, notamment les nouvelles cités d'habitation intégrées.

Parmi ces établissements figurent sept écoles primaires qui s'ajoutent aux 291 écoles réparties à travers les différentes régions de la wilaya, dont deux écoles au chef-lieu de wilaya, précisément à la zone urbaine du chemin de Tessala et au site AADL Bosquet, deux écoles à Telmouny, une à Sidi Dahou, une à Sidi Ali Benyoub et une école à Toudoumout.

Il est prévu également l'ouverture d'un CEM à Hai Boumlik de la commune de Sidi Bel Abbès qui s'ajoutera aux 104 CEM opérationnels outre l'ouverture de deux lycées à Sidi Lahcen et Daya. Le nombre total des lycées est de 51 établissements. Par ailleurs, il est attendu la réception d'autres établissements en cours de réalisation à l'instar d'un CEM à Telmouny, deux lycées à Sidi Bel-Abbès et Telmouny. Un état d'avancement appréciable des travaux est enregistré, selon la même source.

D. Z.

Mostaganem

Une production de 4 millions de quintaux de pomme de terre

Plus de 4 millions de quintaux de pomme de terre de saison ont été récoltés cette année dans la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris, lundi, de la direction locale des services agricoles. La chef du service d'organisation de la production et d'appui technique, Aouicha Bouras, a indiqué à l'APS que la production de la wilaya en pomme de terre de saison a dépassé, cette année, les 4 millions de quintaux avec un rendement de 340 qx à l'hectare, et les 100.000 qx de semences de pomme de terre, soit un rendement de 234 qx à l'hectare. La responsable a expliqué cette

hausse de la production par la maîtrise optimale des agriculteurs du processus technique de récolte de ce produit, la pluviométrie favorable et les actions de prévention des maladies phytosanitaires dont le mildiou.

Les quantités mises sur les marchés locaux et nationaux ont permis de réguler le marché et de garantir une abondance de la production, la stabilité des prix et leur recul, a précisé la même responsable. Par ailleurs, Mme Bouras a souligné que la production de la wilaya de Mostaganem sera renforcée par les récoltes de pommes de terre d'arrière-sai-

son, prévues de fin octobre à janvier prochains. La production d'arrière-saison a atteint 920.000 qx, soit un rendement de 250 qx à l'hectare qui s'ajoutent à la récolte de pomme de terre de saison (4,1 million de qx) et celle des pommes de terre précoces (120.000 qx).

Pour rappel, la production de pomme de terre a atteint dans la wilaya de Mostaganem, durant la saison agricole écoulée (2018-2019), les 5,4 millions de quintaux, ce qui lui a permis d'occuper la deuxième place au niveau national, rappelle-t-on.

R. M.

Université Chadli Bendjedid à El Tarf

Près de 1.400 nouveaux étudiants attendus

Au total 1.391 nouveaux étudiants sont attendus à l'université Chadli-Bendjedid de la wilaya d'El Tarf au cours de la rentrée universitaire 2019/2020, a indiqué lundi le recteur de cet établissement de l'enseignement supérieur, Abdelmalek Bachkhaznadj.

«Les nouveaux étudiants seront répartis sur six facultés englobant une quinzaine de départements», a précisé M. Bachkhaznadj, signalant que les inscriptions définitives des nouveaux bacheliers, prévues du 2 au 8 septembre 2019, «se déroulent dans de bonnes conditions».

Les mêmes mesures, destinées à pallier au déficit en matière de places pédagogiques, en cours de réalisation depuis cinq ans, inhérent au retard accusé dans la livraison du nouveau pôle universitaire de 6.000 places et 3.500 lits, ont été reconduites pour la deuxième année consécutive, a-t-il affirmé.

Il s'agit de l'exploitation, à titre provisoire, du siège du centre scientifique et de loisirs relevant de la Direction locale de la jeunesse et des sports (DJS) pour l'accueil des étudiants inscrits en sciences humaines, a-t-il dit, signalant que dès la fin des ins-

criptions définitives des nouveaux étudiants, une période de quatre jours sera retenue pour «l'examen des cas particuliers».

Le recteur de l'université Chadli-Bendjedid a également mis l'accent sur le «bon déroulement ayant caractérisé l'ensemble de l'opération d'inscription des nouveaux étudiants, lancée au lendemain de la proclamation des résultats du baccalauréat session juin 2019.»

L'université Chadli Bendjedid de la wilaya d'El Tarf compte, rappelle-t-on, un effectif de près de 7.500 étudiants.

K. B.

Afghanistan

16 morts et plus de 100 blessés dans une explosion à Kaboul

Au moins 16 personnes, toutes des civils, ont trouvé la mort et 119 autres blessées dans l'attentat commis lundi soir à Kaboul, selon un nouveau bilan donné tôt mardi par un porte-parole du ministère de l'Intérieur.



"L'explosion a été causée par un tracteur chargé d'explosifs", a précisé le porte-parole, Nasrat Rahimi, dans un message aux médias. Un premier bilan dans la nuit faisait état de 5 tués et 50 blessés.

Cinq assaillants ont été tués et les opérations de recherche et de sauvetage se sont poursuivies jusqu'à 05H00 du matin locales, a-t-il précisé.

L'attentat, qui a été revendiqué par les talibans, s'est produit près du vaste complexe de Green Village, qui abrite des agences d'aide et des organisations internationales.

Il s'est produit alors que l'émissaire américain Zalmay Khalilzad se trouve à Kaboul pour discuter avec les responsables afghans du projet d'accord de paix entre Américains et talibans.

Des habitants du quartier Qabil Bai, dans lequel le Green Village est situé, ont protesté tôt mardi, brûlant des pneus et bloquant une artère à proximité du site de l'explosion. Selon eux, la présence d'étrangers fait courir un danger au quartier, qui n'en est pas à sa première attaque. "Nous voulons que ces étrangers quittent notre quartier. Ce n'est pas la première fois que nous souffrons à cause d'eux. A chaque fois qu'ils sont visés, nos hommes, femmes et enfants sont tués. Nous ne voulons plus d'eux ici", a déclaré l'un d'eux, Abdul Jamil cité par l'AFP.

Par ailleurs, le projet d'accord de paix négocié entre les Etats-Unis et les talibans, et qui a été présenté, lundi, au président afghan, Ashraf Ghani, prévoit un retrait américain de cinq bases militaires d'ici 135 jours, selon des sources médiatiques locales.

Selon l'émissaire US, Zalmay Khalilzad, qui a été reçu par le président afghan, l'armée américaine retirera ses forces de cinq bases militaires d'Afghanistan si les talibans respectent leurs engagements.

"Nous sommes tombés d'accord, si les conditions sont conformes à l'accord, que nous quitterons d'ici 135 jours cinq bases dans lesquelles nous sommes présents actuellement", a-t-il précisé dans un entretien à la chaîne afghane Tolo News.

De son côté, Sediq Sediqqi, porte-parole du président afghan, a souligné que les "efforts des Américains et des autres partenaires porteront leurs fruits lorsque les talibans entreront en négociations directes avec le gouvernement afghan".

M. Ghani a nommé une délégation composée de 15 membres pour rencontrer les talibans lors de pourparlers inter-afghan prévus en Norvège dans les prochaines semaines. Le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, avait dit espérer qu'un accord de paix pourrait être conclu d'ici au 1er septembre, avant les élections prévues pour le 28 septembre en Afghanistan.

Le scrutin se déroulera comme prévu à cette date, selon M. Ghani, sauf que les observateurs se montrent peu convaincus à cause des violences survenues dans le pays.

Selon Hassan Nasrallah

Le Hezbollah "n'a plus de ligne rouge" dans sa confrontation avec Israël

Le chef du mouvement libanais Hezbollah, Hassan Nasrallah a assuré lundi que son mouvement n'avait "plus de ligne rouge" dans sa confrontation avec l'agresseur israélien, menaçant de frapper l'Etat hébreu "en profondeur" dans son territoire.

"Hier, la résistance a brisé" ce qu'Israël considère comme "sa plus grande ligne rouge depuis des décennies", a martelé le chef du Hezbollah, évoquant le fait que la riposte de son mouvement avait eu lieu en plein territoire israélien.

Lors de précédentes ripostes à des attaques israéliennes, le Hezbollah avait répliqué dans la région des Fermes de Chebaa, un territoire que le Liban considère comme sien, mais qui selon l'ONU fait partie du Golan syrien occupé par Israël.

"Pour défendre le Liban, sa souveraineté, sa dignité, sa sécurité et son peuple, il n'y a plus de ligne rouge", a tonné le chef du mouvement libanais.

"Le message est clair : si vous attaquez, toutes les frontières, vos soldats, vos colonies, à la frontière, en profondeur (du territoire) ou en son coeur, pourront être menacés et ciblés", a martelé le chef du Hezbollah.

Aussi, le leader du Hezbollah au Liban, Sayyed Hassan Nasrallah, a déclaré que l'attaque de son parti, dimanche, contre un véhicule militaire israélien dans le nord d'Israël était "le début d'une nouvelle phase", ont rapporté mardi des médias libanais. "Le Hezbollah n'a plus de limites parce que son attaque de dimanche a eu lieu à travers la frontière dans les territoires palestiniens d'avant 1948 plutôt que dans les fermes de Chebaa occupées", a indiqué M.

Nasrallah le lendemain du lancement de missiles sur un véhicule militaire près de la base militaire d'Avivim. Il a ajouté que l'attaque de son parti sur la base militaire d'Avivim visait à faire comprendre aux Israéliens que leur frontière et leurs troupes seraient menacées par les représailles du Hezbollah si elles tentaient d'attaquer le Liban.

Le Hezbollah a détruit un véhicule militaire israélien dans la ville d'Avivim, dans le nord du pays, près de la frontière avec le Liban, en représailles contre une série de frappes aériennes menées par les forces de défense israéliennes en Syrie, qui ont tué deux éléments du Hezbollah, suivies le 25 août par une attaque menée par deux drones israéliens dans la banlieue sud de Beyrouth.

M. T.

Nucléaire iranien

Le président Rohani exclut des négociations avec les Etats-Unis

Le président iranien, Hassan Rohani, a exclu mardi des négociations bilatérales avec les Etats-Unis et averti que son pays réduirait comme prévu ses engagements en matière nucléaire à moins d'une percée dans les discussions avec les Européens d'ici deux jours, selon des sources médiatiques.

S'adressant au Parlement, M. Rohani a expliqué qu'il y avait "peut-être (...) eu un malentendu" sur la possibilité d'une telle rencontre.

"Nous l'avons dit plusieurs fois et nous le répétons : aucune décision (n'a été prise) de tenir des négociations bilatérales avec les Etats-Unis", a déclaré M. Rohani, selon le texte de son discours au Parlement publié par le gouvernement.

"Par principe, nous ne voulons pas de négociations bilatérales avec les Etats-Unis", a-t-il ajouté. M. Rohani a néanmoins indiqué que des discussions avec Washington pourraient avoir lieu, "comme par le passé" sur les questions nucléaires, dans le cadre du format "5+1", si les Etats-Unis lèvent leurs sanctions.

Téhéran et trois pays européens -France, Allemagne, Grande-Bretagne- tentent de sauver un accord conclu en 2015 et censé limiter le programme nucléaire iranien, après le retrait unilatéral des Etats-Unis en 2018 et le rétablissement de sanctions économiques américaines contre l'Iran.

Les tensions n'ont cessé d'augmenter entre Téhéran et l'administration du président Donald Trump qui a adopté depuis son élection une politique très hostile à l'égard de l'Iran accusé de chercher à se doter de l'arme atomique malgré ses démentis.

Mais fin août, lors du G7 en France, le président français Emmanuel Macron et son homologue américain avaient évoqué la possibilité d'une rencontre entre Donald Trump et Hassan Rohani.

D. H.

Palestine

12 personnes tuées et 630 blessées en août

Douze Palestiniens ont été tués, dont un enfant, et quelque 630 autres ont été blessés par les forces de l'occupant israélien durant le mois d'août, notamment en Cisjordanie occupée et dans la bande de Gaza, a indiqué mardi l'Agence palestinienne de presse (WAFA).

"Ce mois a également été marqué par l'arrestation de 450 personnes", ajoute la même source, citant un rapport publié par le centre Abdallah Hourani pour les études et la documentation.

"Les forces de l'occupant israélien ont aussi procédé à la démolition de 25 maisons en Cisjordanie occupée et à Al-Qods, où elles ont approuvé la construction de milliers d'avant-postes coloniaux, précise le rapport", selon la même source.

L'occupant israélien s'est permis aussi au cours du mois d'août des incursions dans les mosquées d'El Qods, particulièrement dans la mosquée d'El Aqsa, à l'occasion d'Aid Al-Adha où il a usé de la violence pour malmené des fidèles musulmans en vue de les empêcher d'accomplir la prière d'Al-Aid.

H. M.



Des dizaines d'arrestations effectuées

L'Afrique du Sud à nouveau victime d'une poussée de violences xénophobes

La police sud-africaine a procédé à des dizaines d'arrestations lundi après une vague de violences et de pillages survenue à Johannesburg, la plus grande ville du pays, et de manifestations de chauffeurs-routiers visant les étrangers.



Pendant plusieurs heures, le centre de Johannesburg a été livré à des centaines de personnes armées de gourdins et de pierres qui ont incendié et pillé de nombreux magasins, souvent tenus par des commerçants étrangers.

Ces émeutes ont débuté la veille après la mort de trois personnes dans l'incendie d'un bâtiment du quartier, avant de se propager à d'autres endroits de la ville, selon la police.

Au moins 41 personnes ont été interpellées dans la seule mégapole, a-t-elle annoncé.

L'Afrique du Sud est le théâtre régulier de violences urbaines qui visent souvent les communautés immigrées, accusées d'être responsables des difficultés de son économie et de son taux de chômage record (29%).

Le ministre sud-africain de la Police Bheki Cele a estimé lundi que les violences de lundi relevaient davantage de la "criminalité" que de la "xénophobie". "La xénophobie sert d'excuse", a-t-il jugé après une tournée des quartiers affectés.

Le ministre nigérian des Affaires étrangères Geoffrey Onyeama a vivement réagi aux scènes de pillages de lundi dirigées, a-t-il dit, contre des magasins de ressortissants de son pays.

"Ca suffit ! Nous allons prendre des mesures", a-t-il lancé sur Twitter, dénonçant "l'inefficacité" de la police sud-africaine.

ne. D'autres incidents graves ont été signalés lundi dans le reste du pays, en lien avec une grève controversée des chauffeurs-routiers sud-africains, qui dénoncent le recours croissant de leurs employeurs à des étrangers.

Le peuple a faim

Les forces de l'ordre ont rapporté avoir interpellé au moins vingt personnes dans la seule province du KwaZulu-Natal (nord-est) après l'incendie de plusieurs camions.

Des routiers en colère ont par ailleurs bloqué des routes autour du Cap (sud-ouest), la deuxième ville du pays, y causant de gigantesques embouteillages, a déploré le ministre provincial des Transports, Bonginkosi Madikizela. Depuis plus d'un an, la colère monte au sein du secteur routier sud-africain, les chauffeurs nationaux y dénonçant la place prépondérante prise par leurs collègues étrangers, souvent sans-papier et moins rémunérés qu'eux.

"Le peuple sud-africain a faim mais il reste à la maison, alors que des entreprises du pays préfèrent employer des étrangers payés moins cher", a déploré lundi auprès de l'AFP la représentante d'un syndicat de routiers, Siphon Zungu. "Ca fait deux ans que l'on discute avec le gouvernement et les patrons, mais il n'y a toujours pas de solution", a-t-elle ajouté. Clairement dirigée contre les étrangers, cette colère s'est soldée par la mort de dizaines de routiers étrangers depuis le début de l'année dernière, a révélé la semaine dernière un rapport de l'ONG Human Rights Watch (HRW).

Les principaux syndicats du secteur routier ont condamné les violences et pris leurs distances avec le mouvement.

Le ministre des Finances Tito Mboweni a déploré les incidents de lundi. "L'expérience montre que les pays ouverts à l'immigration ont une activité économique plus dynamique", a-t-il rappelé.

Première puissance industrielle du continent, l'Afrique du Sud accueille de nombreux migrants venus de toute l'Afrique australe.

AFP

Bissau

Saisie record de 1,8 tonne de cocaïne

La police bissau-guinéenne a annoncé lundi la saisie de plus de 1,8 tonne de cocaïne en provenance de Colombie, la "plus grosse" prise de l'histoire de ce pays d'Afrique de l'Ouest considéré comme une zone de transit entre l'Amérique latine et l'Europe.

Huit suspects, trois Colombiens, quatre Bissau-guinéens et un Malien, ont été arrêtés à la suite de cette saisie qui s'est opérée en deux temps dans deux localités proches de la côte nord du pays, à quelque 120 km de la capitale Bissau, a indiqué à la directeur adjoint de la police judiciaire, Domingos Correia.

La drogue, dissimulée dans des sacs de farine, a été débarquée dans le port de Caio. Une partie de la cargaison a ensuite été

transportée par la route à Canchungo, à une trentaine de kilomètres de là, selon la même source.

"C'est la plus grosse saisie dans le pays et je remercie nos éléments pour leur courage et leur détermination à endiguer ce fléau", a déclaré M. Correia.

La saisie avait déjà saisi près de 800 kg de cocaïne dissimulée dans un camion immatriculé au Sénégal le 10 mars, pour ce qui était alors la plus grande prise de drogue dans le pays depuis au moins 12 ans, quelques heures à peine avant des élections législatives.

L'instabilité et la pauvreté dans cette ancienne colonie portugaise, qui se prépare pour l'élection présidentielle du 24 novembre, ont longtemps favorisé l'implantation de traf-

quants de drogue sous la protection de hauts gradés.

Les policiers ont d'abord saisi lundi matin 264 kg de cocaïne à Caio, "puis l'opération s'est poursuivie à Canchungo, où planquaient nos éléments depuis une semaine", a expliqué le responsable de la PJ.

La surveillance des policiers "a payé, puisqu'ils ont découvert dans une maison 1.605 kg de cocaïne" supplémentaires, "des briques d'un kilo chacune rangées dans des sacs de farine", a ajouté M. Correia.

"Nous avons été informés du débarquement par nos partenaires du réseau international de la police il y a deux semaines. Nous avions des pistes et nous avons monté une opération baptisée Navara", a-t-il précisé.

R. T.

Sénégal

Fin des "forfaits illimités" pour les ministres et responsables de l'Etat

Les ministres et autres responsables de l'Etat au Sénégal ne peuvent plus appeler sans limite avec leur téléphone portable de service, dont l'usage est désormais plafonné selon un montant forfaitaire mensuel, a annoncé lundi le gouvernement.

Depuis dimanche, les forfaits illimités auprès des opérateurs mobiles de ces serveurs de l'Etat ne permettent plus d'effectuer d'appels sortants. Les appels entrants seront quant à eux uniquement possibles jusqu'au 30 septembre, selon un communiqué.

Ces lignes seront ensuite "intégralement résiliées". A la place, une "allocation forfaitaire a été intégrée dans les salaires de ce mois d'août 2019 des ayants droit", ajoute le gouvernement, sans préciser le nombre de fonctionnaires concernés.

Outre les fonctionnaires dont la tâche justifie l'usage d'un téléphone portable, "la mesure concerne les gens qui ont des postes à responsabilités, dont les ministres, leur directeur de cabinet, les directeurs généraux ou encore les conseillers techniques", a précisé une source

proche de la présidence. La facture de l'Etat pour le téléphone fixe et mobile est estimée à "11 milliards de francs CFA (16,5 millions d'euros) par an, hors frais de la présidence de la République". Le président Macky Sall avait estimé début août à "16 à 17 milliards" de francs CFA (quelque 25 millions d'euros) la facture téléphonique annuelle de l'Etat. Le montant des économies attendues par l'introduction des nouvelles règles n'a pas été précisé par les autorités. Mais, en agissant de la sorte, "le président de la République réaffirme sa volonté

inébranlable de réduire le train de vie de l'Etat", indique le communiqué. Après s'être attaqué à la téléphonie mobile, le gouvernement prévoit de prendre prochainement des mesures "dans le domaine du téléphone fixe, de l'eau, de l'électricité, des véhicules administratifs, du carburant et de l'usage d'internet".

Selon plusieurs sources proches du pouvoir, de nombreux responsables et agents publics font un usage abusif des moyens mis à leur disposition en les utilisant à des fins personnelles.

H. T.

Cameroun

Trois régions troublées déclarées zone économiquement sinistrées

Les régions camerounaises du Nord-Ouest, du Sud-Ouest, et de l'Extrême-Nord, en proie à des troubles, ont été déclarées lundi "zones économiquement sinistrées", selon un décret signé par le Premier ministre Joseph Dion Ngute.

Ce texte vise à créer des mesures favorables pour l'installation d'entreprises dans ces zones touchées par l'insécurité. Celles qui s'y installeront bénéficieront ainsi d'exonération de taxes et d'impôts pendant une période de trois ans.

Les deux régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest sont plongées dans une crise sécessionniste depuis 2017.

Quant à l'Extrême-Nord, le groupe terroriste Boko Haram y est actif depuis 2014. D'après les chiffres publiés en début d'année par le Groupement interpatronal du Cameroun (Gicam), la crise dans la partie anglophone du pays a entraîné la destruction d'une vingtaine d'entreprises représentant la perte de plus de 269 milliards de francs CFA (environ 450 millions de dollars).

H. T.



Hong Kong

La cheffe de l'exécutif dément avoir la volonté de démissionner

La cheffe de l'exécutif hongkongais Carrie Lam, qui concentre sur elle depuis trois mois la colère du mouvement pro-démocratie, a affirmé mardi n'avoir aucune intention de démissionner, après la fuite d'un enregistrement audio dans lequel elle dit vouloir quitter son poste.

L'ex-colonie britannique traverse depuis juin sa pire crise politique depuis sa rétrocession à la Chine en 1997. La mobilisation est partie du rejet d'un projet de loi de Carrie Lam qui visait à autoriser les extraditions vers la Chine.

Le texte a été suspendu, mais les manifestants ont élargi leurs revendications pour dénoncer le recul des libertés à Hong Kong et des ingérences grandissantes de la Chine dans les affaires de sa région semi-autonome.

"Je me suis dit plusieurs fois ces trois derniers mois que mon équipe et moi devions rester pour aider Hong Kong", a déclaré mardi matin Mme Lam lors d'une conférence de presse.

Elle a ajouté n'avoir "même pas envisagé" de discuter de sa démission avec le gouvernement chinois. Pékin a la souveraineté sur un territoire hongkongais néanmoins doté d'une grande autonomie qui lui est garantie en théorie jusque 2047 en vertu du principe "Un pays, deux systèmes".

"Carrie Lam a menti"

Mme Lam s'exprimait après la diffusion par l'agence Reuters d'un enregistrement audio où on l'entend la semaine dernière dire qu'elle démissionnerait si elle le pouvait.

"En tant que cheffe de l'exécutif, avoir créé un tel chaos est impardonnable", dit Mme Lam lors d'une rencontre privée avec des dirigeants d'entreprises, selon cet enregistrement.



"Si j'ai le choix", dit-elle en anglais dans l'enregistrement, "la première chose est de démissionner, en ayant présenté de profondes excuses."

Dans cet enregistrement, Mme Lam explique cependant n'avoir qu'une marge de manoeuvre "très limitée" pour résoudre la crise, qui est devenue une affaire de sécurité nationale et de souveraineté pour le gouvernement central chinois.

Lors de la conférence de presse, Mme Lam a jugé "inacceptable" la fuite de l'enregistrement, et rejeté les accusations selon lesquelles celle-ci aurait en fait été orchestrée par elle ou son gouvernement.

"Le conflit selon lequel je voudrais démissionner mais ne le pourrais pas n'existe pas", a-t-elle affirmé.

Des manifestants ont accusé la cheffe de l'exécutif de ne chercher qu'à attirer la sym-

pathie du public. "Je pense qu'elle voulait que cet enregistrement sorte, elle veut donner l'impression qu'elle est innocente et désolée de ce qui se passe", a estimé Bonnie Leung, un représentant du Front civique des droits de l'homme qui a organisé depuis juin certaines des manifestations les plus massives que la ville ait connues.

"Soit Carrie Lam a menti aux chefs d'entreprises la semaine dernière, soit elle a menti aux Hongkongais ce matin", a déclaré de son côté le député prodémocratie Lam Cheuk-ting.

Hong Kong est depuis trois mois le théâtre d'actions quasi quotidiennes, qui ont parfois dégénéré en heurts entre forces de l'ordre et radicaux.

Les manifestations de ce week-end ont d'ailleurs été parmi les plus violentes depuis juin, avec des jets de briques et de cocktails

Molotov par des protestataires contre la police, qui a riposté en faisant un usage massif des gaz lacrymogènes, des canons à eau, et en chargeant les manifestants jusque dans les rames du métro.

Plus de 1.100 manifestants ont été arrêtés depuis le début de la mobilisation, y compris des figures du combat pro-démocratie et des députés la semaine dernière.

Pékin, qui affiche un soutien indéfectible au gouvernement hongkongais, a multiplié les menaces et actes d'intimidation, notamment en massant des troupes à Shenzhen, ville voisine de Hong Kong.

"La fin est proche" pour la mobilisation en faveur de la démocratie, a encore averti dimanche soir l'agence de presse chinoise officielle Chine nouvelle dans un éditorial, sans donner plus de précisions.

AFP

Venezuela : Pour les provinciaux touchés par la crise, Caracas "c'est le paradis"

vec la lueur de son portable comme seule source de lumière, Triztan fait ses bagages. Sans argent pour partir à l'étranger, le jeune homme va tenter sa chance à Caracas et laisser derrière lui Maracaibo. Dans la deuxième ville du Venezuela, "la situation est effroyable".

"La nuit, je n'arrivais pas à dormir à cause de la chaleur. Je restais éveillé jusqu'au matin en attendant que l'électricité revienne", souffle Triztan, 21 ans.

Triztan s'apprête à rejoindre la cohorte de Vénézuéliens pour lesquels Caracas est un "paradis". Car au milieu de la récession qui frappe ce pays sud-américain pétrolier, la province est en première ligne. Depuis début 2016, 3,6 millions de Vénézuéliens ont émigré pour repartir de zéro, notamment en Colombie ou au Chili, selon l'ONU.

Dans l'"intérieur" du Venezuela, les services publics sont aux abonnés absents, les coupures de courant pro-

grammées durent jusqu'à 12 heures par jour et l'eau courante une chimère.

La situation est particulièrement critique à Maracaibo, à 500 km à l'ouest de Caracas. Autrefois riche ville pétrolière, la cité est aujourd'hui à l'arrêt. Les rues sont gavées de trous profonds comme des cratères, les stations-service sont à sec, mais, surtout, l'électricité y est devenue une rareté. Le gouvernement socialiste de Nicolas Maduro attribue les "black-outs" à des actes de "sabotage", tandis que l'opposition évoque la corruption et le manque d'entretien du réseau électrique.

"Maracaibo est pratiquement devenue une ville fantôme", constate Jorge Govea, professeur de sciences politiques à l'université de Zulia, l'Etat dont Maracaibo est la capitale, et qui travaille sur ces mouvements de population de la province vers Caracas.

Il est très difficile de quantifier ce phénomène, mais il est "loin d'être

massif", relativise Carlos Alberto Gonzalez, président de la Chambre immobilière du Venezuela. Selon lui, plutôt que de "migration interne", il vaut mieux parler de mouvements ponctuels qui augmentent en temps de crise.

"Une incroyable normalité"

Une fois arrivé à Caracas, Triztan s'est installé chez des amis de sa famille. Et il savoure. Il a l'électricité et, grâce au ventilateur, il peut dormir la nuit sans être réveillé par les moustiques et la chaleur moite qui enveloppe Maracaibo toute l'année.

A Maracaibo, Triztan "était déprimé en permanence, il en est même arrivé à me dire qu'il voulait mourir", raconte sa mère, Griselda Gonzalez, installée à Caracas depuis deux ans.

La capitale est relativement éparpillée par les mesures de rationnement d'électricité qui touchent le reste du pays. L'eau courante n'y est pas une rareté et les magasins

mieux approvisionnés.

Les Vénézuéliens qui empruntent le chemin de Caracas y ont souvent "un ancrage économique ou de la famille", souligne Luis Vicente Leon, directeur du cabinet Datanalisis.

Mais ces arrivées de provinciaux comportent aussi des effets collatéraux. Pour preuve: une agent immobilier rencontrée par l'AFP dit voir de plus en plus de Vénézuéliens de Maracaibo à la recherche de logements bon marché.

Et l'apparente normalité que vivent les 6 millions d'habitants de Caracas avec ses étals mieux fournis qu'en province ou son métro qui fonctionne à peu près, risquent d'être mis à rude épreuve. "S'il y a plus de monde à Caracas, c'est tout le système qui va être mis sous pression et il y aura davantage de pénuries", prédit l'analyste José Aguilar. Pour l'heure, Ana Parra, politologue de 22 ans, n'a pas ces inquiétudes. Quand un cabinet de

consultants de Caracas lui a annoncé qu'elle était engagée, elle a sauté de joie. Ana a enfin pu quitter Maracaibo pour la capitale.

Cerise sur le gâteau: une partie de son salaire lui est versée en dollars, ce qui lui permet d'un peu moins se préoccuper de l'hyperinflation qui touche le bolivar et devrait atteindre 1.000.000% cette année, selon le FMI.

"A Caracas règne une incroyable normalité. Ça ressemble à un autre pays, j'ai l'impression d'avoir émigré", se réjouit la jeune femme.

Pour Triztan, la réalité n'est pas encore à la hauteur de ses attentes. Il a trouvé du travail dans une pizzeria, mais le salaire qu'il n'a pas encore touché a déjà perdu 32% de sa valeur en une semaine à cause de l'inflation.

Pourtant, Triztan estime que sa qualité de vie "s'est améliorée". "Je ne retournerai pas à Maracaibo", assure-t-il.

AFP



Bons ou mauvais citoyens ? La Chine compte les points

Des points en plus pour un don du sang, mais un score en baisse pour un chien promené sans sa laisse... La Chine expérimente dans la confusion le "crédit social" qui récompense ou pénalise les citoyens, avant une généralisation du système attendue l'an prochain.

Dans un pays connu pour son étroite surveillance policière, le dispositif en préparation fait craindre l'émergence d'une société orwellienne, toujours davantage sous le contrôle du Parti communiste au pouvoir.

Plusieurs provinces ou municipalités du pays ont d'ores et déjà mis en place des systèmes de notation du comportement des citoyens... mais sans que ces derniers soient forcément au courant de leur existence.

Pour l'heure, il s'agit encore d'un fatras d'initiatives locales sans coordination entre elles, relèvent des experts: récompenses comme pénalités différent d'un endroit à l'autre, de même que les critères d'évaluation de la "fiabilité" des personnes.

A Pékin, on peut ainsi perdre des points pour avoir mangé dans le métro, à Shanghai pour avoir promené son chien sans laisse.

Les conséquences varient aussi.

Dans la capitale, les heureux possesseurs d'un crédit élevé seront avantagés pour décrocher un emploi de fonctionnaire ou une place à la maternelle pour leur enfant.

Mais dans la ville de Qinghuangdao, à 300 km à l'est, la récompense se fera sous la forme d'un "certificat de citoyen modèle", à encadrer au dessus de son lit, ou bien d'un examen médical annuel gratuit.

Système national en 2020

Au plan national, le gouvernement central a pour objectif de créer au plus tard en 2020 un système de crédit social couvrant tout le pays.

Mais "il n'y aura pas de système à points unique pour tous les citoyens, c'est un mythe", assure Jeremy Daum, spécialiste du droit chinois à l'Université Yale, aux Etats-Unis.

Pékin pourrait en revanche recourir à une panoplie d'instruments tels qu'un système de placement sur liste noire, de dénonciation publique ou encore de notation collective, comme pour les restaurants. Objectif: lutter

contre les mauvais payeurs, les charlatans ou encore le plagiat dans les oeuvres universitaires.

Shazeda Ahmed, doctorante à l'Université de Berkeley, aux Etats-Unis, estime que le débat est loin d'être tranché.

"Le gouvernement n'a pas de certitude sur la question et cherche à définir ce qu'un tel système pourrait accomplir et quelles seraient ses limites", observe-t-elle.

L'an dernier, les tribunaux chinois ont émis pas moins de 17,46 millions d'interdictions de prendre l'avion et 5,47 millions d'interdictions de prendre le TGV, d'après le Centre d'information national du crédit social.

Une actrice chinoise, Michelle Ye, faisait partie des personnes ciblées pour non respect d'un ordre du tribunal. En mars, elle s'est vue interdire de monter dans un avion après avoir été reconnue coupable de diffamation envers une ex-maîtresse de son compagnon de l'époque. L'interdiction de voyager a été levée après que le tribunal lui eut enjoint de présenter des excuses.

Le classement à la porte

Pour l'heure, les règles sont loin d'être claires en ce qui concerne les sanctions infligées aux mauvais élèves du crédit social et il n'est pas facile pour un individu de connaître sa note. Les citoyens apprennent parfois par hasard qu'ils sont ostracisés.

"L'un des problèmes majeurs avec les expérimentations actuelles de crédit social en Chine, c'est que la plupart des gens ne sont pas informés qu'ils ont été placés sur une liste noire", observe Zhu Lijia, enseignante à l'Académie chinoise de gestion publique.

"On ne sait pas non plus en fonction de quels critères on peut se retrouver sur une liste noire, ça n'est pas clair du tout", dit-elle.

Des projets pilotes, tels que celui mis en place dans la ville de Suzhou, près de Shanghai, s'accompagnent d'une application téléchargeable sur laquelle les administrés peuvent vérifier leur score.

Dans la province orientale du Shandong,

des villageois ont vu apparaître l'an dernier des "classements de fiabilité" à la porte de leur maison, avant que ces derniers soient retirés face au tollé des habitants.

Les autorités peinent à convaincre que le dispositif ne portera pas atteinte aux droits des individus et n'entravera pas l'accès aux services publics tels qu'écoles et hôpitaux.

"Le système ne servira pas à sanctionner des personnes", a assuré en juin Lian Weiliang, vice-président du commissariat au Plan.

"Contrôle totalitaire"

Mais les défenseurs des droits jugent que le système de crédit social, combiné à l'arsenal de surveillance du pouvoir, peut donner à ce dernier encore plus de moyens d'étouffer toute velléité de dissidence.

Le pays comptait en 2016 pas moins de 176 millions de caméras de surveillance réparties dans l'espace public, contre 50 millions aux Etats-Unis par exemple, selon le cabinet d'études IHS Markit.

D'ici à 2022, le chiffre devrait atteindre le niveau astronomique de 2,76 milliards, soit pratiquement deux caméras pour chacun des 1,4 milliard d'habitants du pays. Des outils qui, couplés aux techniques de reconnaissance faciale dans lesquels la Chine est en pointe, inquiètent.

Sans parler du risque d'atteinte à la vie privée, particuliers comme entreprises ignorant quelles données sont rassemblées sur leur compte et combien de temps elles sont conservées.

Même si le système actuel manque de cohérence, ses critiques redoutent qu'il ait le potentiel de se transformer en un dispositif de contrôle surveillant les moindres aspects de la vie quotidienne.

Pour l'écrivain contestataire Ye Du, le crédit social est "un nouveau genre de contrôle totalitaire de la société", qui donne aux gouvernants "un pouvoir de surveillance sans égal sur chaque minute de la vie de chacun".

AFP

Le parti Farc appelle ses ex-guérilleros à ne pas reprendre les armes

Le parti Farc, formé en Colombie par l'ex-guérilla du même nom, a appelé ses membres à ne pas reprendre les armes, suite au soulèvement d'anciens chefs qui se sont mis en marge de l'accord de paix de 2016.

Rodrigo Londoño, ex-numéro un de l'ancienne guérilla et aujourd'hui président du parti, a invité "ceux qui peuvent être tentés par les chants des sirènes des déserteurs de la paix (...) à réfléchir, méditer, analyser avec soin la réalité, avant de se décider à commettre une telle erreur".

Dans une circulaire adressée aux militants de la Force alternative révolutionnaire commune (Farc), Rodrigo Londoño, aussi connu sous son nom de guerre "Timochenko", a déclaré que le "parti condamne et prend ses distances avec le retour aux armes".

Vingt dissidents des Farc, dirigés par Ivan Marquez, ex-numéro deux de la guérilla et chef négociateur de l'accord de paix, ont annoncé jeudi dernier dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, qu'ils reprenaient la lutte armée, arguant de la "trahison" par l'Etat de l'accord qui a conduit au désarmement de la plupart des guérilleros.

"Nous savons que ceux qui aujourd'hui se font appeler chefs ne vont pas faire la guerre. Ils resteront de l'autre côté de la frontière" au Venezuela voisin, a ajouté le président de la Farc, en affirmant que "le soulèvement armé n'a pas d'avenir".

Le président colombien Ivan Duque a ordonné une offensive militaire contre ce qu'il a qualifié de "bande de narco-terroristes qui comptent sur l'hébergement et le soutien de la dictature de Nicolas Maduro" au Venezuela.

Le parti Farc a plusieurs fois dénoncé le manque de garanties de sécurité pour ses membres, suite aux assassinats de plus d'une centaine d'ex-guérilleros depuis la signature de la paix fin novembre 2016.

La grande majorité des quelque 7.000 ex-guérilleros des anciennes Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) a déposé les armes pour se réinsérer à la société civile. Mais certains, dispersés en plusieurs groupes sans commandement unifié, se sont mis en marge du processus de paix et sont retournés dans la clandestinité.

Selon les services de renseignement militaires, ces dissidents seraient environ 2.000 sur tout le territoire colombien, dédiés en majeure partie au trafic de drogue et à l'exploitation minière clandestine.

Bien que la violence ait diminué depuis cet accord de paix historique avec la plus ancienne rébellion du continent, la Colombie reste déchirée depuis plus d'un demi-siècle par une guerre fratricide qui, au fil des décennies, a impliqué une trentaine de guérillas, des paramilitaires d'extrême droite et les forces de l'ordre, faisant plus de huit millions de victimes (morts, disparus, déplacés).

AFP

Corée du Sud

11 heures de conférence de presse pour se défendre d'un scandale

Un proche du président sud-coréen, désigné au ministère de la Justice a tenu lundi, et jusque tard dans la nuit, une conférence de presse marathon de près de 11 heures pour se défendre d'accusations de népotisme dans un scandale qui pourrait lui coûter sa nomination.

Arrivé au gouvernement en 2017 dans les cartons de Moon Jae-in (centre gauche), l'éminent juriste Cho Kuk, 54 ans, a longtemps été, avec son CV impeccable, la coqueluche du parti démocratique.

Et sa nomination début août au ministère de la Justice avait tout du tremplin vers la succession de M. Moon qui achèvera en 2022 son mandat unique à la «Maison

bleue», la présidence sud-coréenne.

Sa confirmation par les députés ne semblait qu'une formalité. Mais ce processus a viré à la guerre de tranchées entre la majorité et l'opposition en raison d'un retentissant scandale sur la scolarité de la fille de M. Cho, et les coups de piston dont elle aurait profité, ainsi que des soupçons d'investissements douteux de membres de sa famille.

Lundi, M. Cho s'est incliné devant son auditoire avant de s'asseoir devant un parterre de 300 journalistes après la suspension de l'audience de confirmation.

Il était 15H30 quand la conférence de presse a débuté. Et 02H16 mardi quand elle s'est achevée.

M. Cho a été accusé d'hypocrisie pour avoir envoyé sa fille Cho Min dans le genre de grandes écoles qu'il avait critiquées par le passé pour leur élitisme. Le scandale s'est aggravé quand il est apparu qu'elle avait vraisemblablement bénéficié de ses relations.

C'est sur la méritocratie et la valorisation du travail que la Corée du Sud a fondé son relèvement, après la guerre de 1950-1953. Ce qui explique notamment le caractère hyperconcurrentiel de la société, notamment en matière d'éducation.



Mais les grandes écoles sont aussi de plus en plus souvent critiquées pour la pression qu'elles mettent sur les candidats.

M. Cho, qui les avait critiquées, a reconnu un manque de cohérence entre ses paroles et ses actes et concédé devant la presse avoir «provoqué de la déception chez les jeunes». Mais il a nié avoir commis quoi que ce soit d'illégal et refusé de renoncer au ministère de la Justice.

«Bien que malmené, je ferai tout ce que je peux» pour être confirmé, a-t-il dit.

Plusieurs pauses ont été observées pendant la conférence de presse, notamment pour le dîner.

Une enquête a été ouverte, notamment sur des accusations selon lesquelles des membres de la famille de M. Cho auraient investi d'importantes sommes dans un fonds soupçonné de placements douteux.

À la Justice, M. Cho est censé mettre en oeuvre une réforme du parquet, que le président Moon juge exagérément politisé.

AFP

Mexique

Cinq personnes tuées par balles dans une gare routière

Cinq personnes ont été tuées par balles lundi dans un terminal de bus inter-Etats de la ville de Cuernavaca, dans le centre du Mexique, ont annoncé des responsables locaux.

Ces meurtres ressemblant à des exécutions ont provoqué une onde de choc à Cuernavaca, une destination de détente de week-end de l'Etat de Morelos, très appréciée des Mexicains riches.

«C'était une exécution, ils ont planifié cela», a déclaré à la presse le gouverneur de l'Etat de Morelos, Cuauhtemoc Blanco.

Les autorités chargées de l'enquête ont indiqué qu'il semble que les assaillants ont spécifiquement visé les victimes et ne menaient pas d'attaque contre le terminal, qui appartient à la ligne de bus Estrella de Oro (Gold Star).

Un autre homme, blessé dans l'attaque qui a eu lieu à 16h40 heure locale, a été conduit à l'hôpital.

D'après les médias locaux, des hommes armés qui poursuivaient les victimes ont ouvert le feu dans l'aire de stationnement et dans la zone de vente de billets du terminal, qui a été temporairement fermé à la suite de l'incident.

La commission de sécurité de l'Etat a déclaré que les citoyens moyens n'étaient pas menacés par «la lutte entre groupes criminels».

Selon des responsables, les homicides se sont multipliés dans l'Etat de Morelos en raison de la guerre entre des groupes du crime organisé rivaux, impliqués dans le trafic de drogue et l'extorsion de fonds.

R. D.

Californie

Un bateau de tourisme s'embrase, au moins 8 morts et 26 disparus

Au moins huit personnes sont décédées lundi matin dans le violent incendie d'un bateau de tourisme au large des côtes de Californie, et les chances de survie de 26 autres passagers, toujours introuvables plus de douze heures après le drame, étaient de plus en plus minces.

Le bateau, un navire de 22 mètres de long aménagé pour des sorties en mer dédiées à la plongée, a coulé alors que les pompiers tentaient encore d'éteindre le feu tôt dans la matinée, ont annoncé les gardes-côtes.

Lorsque les pompiers sont arrivés sur place, le navire était «entièrement la proie des flammes», a souligné lors d'une conférence de presse Bill Brown, le shérif du comté de Santa Barbara, chargé de l'enquête. Calciné jusqu'à la ligne de flottaison, le

«Conception» gît à présent par une vingtaine de mètres de fond, à seulement 20 m de la côte de l'île de Santa Cruz, au large de Santa Barbara, son port d'attache. Il y avait jeté l'ancre à l'abri d'une crique pour passer la nuit.

Quatre victimes décédées ont été repêchées, «deux hommes adultes et deux femmes adultes» qui n'ont pas été formellement identifiés, a précisé le shérif Brown.

Les secours sur place «ont localisé quatre victimes supplémentaires au fond de l'océan près du navire», a-t-il ajouté. «Nous avons en ce moment des équipes de plongeurs qui tentent de récupérer les corps, mais le bateau reste instable et je ne suis pas sûr que nous serons en mesure de repêcher ces corps ou d'autres qui pourraient se trouver encore dans le navire», a

déclaré Bill Brown. Un précédent bilan faisait état de quatre morts.

Les secours ont déployé un important dispositif, avec plongeurs et hélicoptères, pour ratisser la zone à la recherche d'éventuels survivants mais les autorités redoutent que les 26 disparus restants ne soient restés prisonniers des flammes.

«Nos efforts se poursuivront toute la nuit et jusqu'à demain (mardi) matin. Mais je pense que nous devons tous nous préparer au pire», a déclaré Monica Rochester, capitaine des gardes-côtes.

Au total, 39 personnes se trouvaient à bord, six membres d'équipage et 33 passagers, a-t-elle précisé, pour dissiper des informations contradictoires circulant sur la composition exacte des personnes à bord.

H. T.

Pour raisons médicales

Bolsonaro annule sa présence à un sommet régional sur l'Amazonie

Le président brésilien Jair Bolsonaro a annulé pour raisons médicales sa présence à un sommet régional sur les incendies en Amazonie prévu vendredi en Colombie, a annoncé lundi son porte-parole.

«Le président doit suivre un régime à base de liquide à partir de vendredi», deux jours avant de subir une intervention chirurgicale à l'abdomen, ce qui rend son voyage «pratiquement irréalisable», a déclaré le porte-parole de M. Bolsonaro, Otavio Rego Barros. Il a ajouté que le Brésil enverra un «remplaçant» ou demandera le report de la réunion programmée à Leticia, une ville située en Amazonie colombienne sur la triple frontière entre la Colombie, le Pérou et le Brésil.

Ce sommet avait été proposé par le Pérou et la Colombie le 27 août, alors que les incendies en Amazonie, la plus grande forêt tropicale du monde dont la majeure partie est située au Brésil, suscitaient l'inquiétude de la

communauté internationale.

Jair Bolsonaro doit être opéré dimanche pour la quatrième fois depuis l'attentat à l'arme blanche qui avait failli lui coûter la vie durant sa campagne électorale le 6 septembre 2018.

Il doit être réopéré pour «une hernie incisionnelle» à l'abdomen, c'est-à-dire une éventration de la paroi abdominale, suivie de dix jours de convalescence, selon ses médecins d'un grand hôpital de Sao Paulo (sud-est).

M. Bolsonaro a affirmé lundi que cette opération ne l'empêchera pas de se rendre à New York pour défendre la position du Brésil sur l'Amazonie devant l'Assemblée générale de l'ONU le 24 septembre.

«Je vais me présenter devant l'ONU même si ce doit être en fauteuil roulant ou sur un brancard, je vais y aller parce que je veux parler de l'Amazonie», a dit le prési-

dent à Brasilia devant des journalistes.

Les incendies qui font rage dans diverses régions de l'Amazonie ont mis le Brésil sous une intense pression internationale. Ils ont provoqué une crise diplomatique avec la France, dont le président Emmanuel Macron a déclaré que la question de la souveraineté de la plus grande forêt tropicale du monde était ouverte car elle est essentielle dans la régulation climatique de la planète tout entière.

M. Bolsonaro a conditionné à plusieurs reprises une acceptation par le Brésil de l'aide de 20 millions de dollars débloquée par les pays du G7 pour lutter contre les incendies à une rétractation de M. Macron.

«Nous n'accepterons l'aumône d'aucun pays dans le monde au prétexte de protéger l'Amazonie», a insisté Jair Bolsonaro lundi.

Entre le mois de janvier et dimanche der-

nier, les satellites de l'Institut national de recherche spatiale (INPE) ont recensé 91.891 départs de feu au Brésil, soit un record pour cette période depuis 2010. Environ 52% de ces incendies ont eu lieu en Amazonie. Un total de 1.390 départs de feu ont été enregistrés pour la seule journée de dimanche.

Jair Bolsonaro n'est pas allé en Amazonie depuis le déclenchement de la crise actuelle, et un seul ministre de son gouvernement a jusqu'ici survolé une région affectée par les feux de forêt.

Le président d'extrême droite a soutenu depuis son arrivée au pouvoir les activités minières dans des réserves indigènes et autres zones protégées, et estime que des pays profitent de la préservation de l'Amazonie pour s'ingérer et remettre en question la souveraineté brésilienne.

H. S.

Une convention a été signée par l'Algérie

Engagement pour la protection du patrimoine immatériel

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement et ministre de la Culture par intérim, Hassan Rabehi a réaffirmé, lundi à Alger, "l'engagement de l'Algérie au respect de la Convention de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel".



"L'Algérie, premier pays à avoir ratifié la convention, accorde un grand intérêt à son patrimoine culturel à travers son interaction positive avec les conventions internationales, d'autant qu'elle est engagée à respecter tous les éléments de ladite convention sur les plans politique, artistique et financier", a déclaré M. Rabehi qui a reçu le Secrétaire à la

Convention, Tim Curtis au siège du ministère de la Culture, en marge de sa participation à la 7^e réunion annuelle des centres régionaux activant dans le domaine du patrimoine culturel immatériel.

Concernant la tenue à Alger de la 7^{ème} réunion annuelle des centres régionaux activant dans le domaine du patrimoine culturel immatériel, le ministre a estimé que "cette rencontre est une opportunité pour l'échange

d'expertises et se veut une continuité de précédentes rencontres à l'instar de celles tenues en 2015 et 2019".

"L'Algérie est un grand pays, riche d'un patrimoine culturel très intéressant qui jouit de la reconnaissance des pays et des organisations concernés par la sauvegarde du patrimoine", a-t-il soutenu, ajoutant que "l'Algérie s'appête à obtenir une reconnaissance supplémentaire d'autres éléments de

son patrimoine immatériel".

Réaffirmant l'attachement de l'Algérie à la démarche "d'instruction de la société pour lui faire connaître les potentialités culturelles du pays", et à "l'aide des pays africains dans le domaine culturel", M. Rabehi a souligné l'impératif de promouvoir la culture pour le rapprochement et la connaissance entre peuples et, partant, l'instauration de la sécurité et de la paix". De son côté, M. Tim Curtis a exprimé sa joie de se trouver en Algérie, estimant que "l'Algérie joue un rôle prépondérant, de par son soutien à l'Afrique, notamment à travers son centre régional de sauvegarde du patrimoine immatériel en Afrique, mais aussi dans le domaine de la culture en général". L'Algérie abrite, les 2 et 3 septembre, la 7^e réunion annuelle des centres de catégorie 2 activant dans le domaine du patrimoine culturel immatériel, sous l'égide de l'UNESCO.

Adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO le 17 octobre 2003 et entrée en vigueur en 2006, la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel vise la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, le respect du patrimoine culturel immatériel des communautés, des groupes et des individus concernés et la sensibilisation aux niveaux local, national et international à l'importance de ce patrimoine.

R. K.

Festival Diwane à Bechar

Hommage au Maâlem Mohamed Bahaz à la cérémonie de clôture

Un hommage sera rendu mardi en soirée à l'un des doyens de la musique et danse Diwane dans le pays, le Maâlem de Blida Mohamed Bahaz, a-t-on appris lundi des organisateurs de la 12^{ème} édition du festival national culturel de cette musique traditionnelle Algérienne qui se déroule actuellement au complexe sportif "18 février" de Bechar.

"Nous allons rendre hommage à l'un des grands Maâlem du Diwane à l'occasion de la cérémonie de clôture de notre festival et ce, comme reconnaissance à cet artiste qui avait consacré une grande partie de sa vie à promouvoir cet art traditionnel", a indiqué à l'APS le commissaire du festival, Hamdani Amari.

Le Maâlem Mohamed Bahaz, a qui l'on doit la partition karkabou du film "La Bataille d'Alger", production cinématographique algéro-italienne réalisée par le cinéaste Gillo Pontecorvo -dont la musique est du célèbre compositeur de musiques de film l'italien Ennio Moriconne-, est l'une des

grandes figures du Diwane dans le pays qui, malgré son âge avancé (77 ans), continu à prendre part aux cérémonies sacrées et profanes du Diwane, ainsi qu'à diverses manifestations artistiques et culturelles nationales.

De nombreux groupes de Diwane issus de plusieurs régions du pays prendront part, aux côtés d'artistes de différents courants musicaux, à la cérémonie d'hommage prévue en clôture de la 12^{ème} édition du festival national du Diwane.

La manifestation, marquée par la participation d'une douzaine de troupes, devant prendre part au concours pour les trois premières places, a permis au public de suivre, durant sa deuxième soirée, les figures de danse exécutées avec art par les Maâlimes des troupes de "Ahl Diwane" de Mascara, "Dendoun de Sidi Billal" de Ghardaïa, "Ouled Sidi Billal" de la ville de Relizane et les jeunes du groupe d' "Ouled Tarh Diwane" de Bechar qui ont tous retenus l'attention des spectateurs, d'où le choix diffi-

le du jury de cette édition présidée par le Maâlem Youz Youcef, un autre ténor du genre Diwane dans le pays.

"Plusieurs manifestations, ayant de tout temps marquées le festival depuis sa création en 2007, à savoir le cycle de conférences-débats ayant trait aux différents aspects des rites sacrés et profanes du Diwane, des expositions sur les instruments de cette musique et d'autres musiques traditionnelles algériennes, ont été annulées pour difficultés financières", ont relevé les organisateurs.

"Une subvention uniquement de cinq (5) millions DA a été allouée par le ministère de la Culture, tandis que la banque publique Crédit Populaire d'Algérie n'a accordé que deux cent mille dinars (200.000 DA) dans le cadre du sponsoring", a précisé, à ce propos, Hamdani Amari, soulignant que "malgré l'insuffisance financière, le festival a tenu ses promesses, à savoir continuer à promouvoir le genre Diwane".

K. M.

Mila

Concours de la meilleure nouvelle "Plumes de Milev"

Le concours de la 3^{ème} édition de la meilleure nouvelle intitulé "Plumes de Milev" a été ouvert aux participants qui doivent adresser leurs Œuvres à l'adresse électronique du club "Mila Taqra", ont indiqué lundi ses animateurs.

Le concours est ouvert durant tout le mois de septembre aux participants devant présenter leurs écrits, ont précisé les animateurs du club relevant de la maison de jeunes Mohamed Ladrâa de la ville de Mila initiateur de la manifestation, ajoutant que la nouvelle qui doit être écrite en arabe, ne doit pas dépasser les 500 mots et ne doit pas être publiée ou présentée auparavant.

"Encourager l'écriture littéraire et découvrir de jeunes écrivains en herbe sont les objectifs de ce concours", ont confié les animateurs du club Mila Taqra, soulignant que les participants doivent adresser leurs Œuvres à l'adresse électronique du club.

Un jury composé d'universitaires procédera à la sélection des 30 meilleures nouvelles qui seront ultérieurement publiées dans un livre à éditer par les organisateurs du concours, a-t-on précisé. S'agissant des auteurs des trois meilleures nouvelles, ils seront distingués lors d'une cérémonie consacrée à l'annonce des résultats de la manifestation "Plumes de Milev 2019".

G. T.



Elizabeth II : incognito à Balmoral, elle fait une blague à des touristes

Décidément, la reine Elizabeth II n'est pas une reine comme les autres ! Comme chaque année, la souveraine de l'empire britannique part en vacances dans sa résidence d'été, au château de Balmoral, en Ecosse. Comme le dévoile le média The Mirror, Elizabeth II a profité de passer incognito pour faire une petite farce à des touristes. Vêtue d'une jupe longue à imprimé tartan, de chaussures marrons et, surtout, d'un foulard noué autour du visage, la reine Elizabeth II était tout bonnement méconnaissable, comme le montrent ces photos publiées par le média anglais.

Alors qu'elle se promenait sur le domaine du château de Balmoral, elle a croisé un groupe de touristes américains avec qui la conversation a été engagée. Le Mirror rapporte qu'ils n'ont absolument pas reconnu la mère du prince Charles, et qu'ils lui ont demandé si elle vit dans les parages. Espiègle, la Reine a répondu qu'elle a une maison dans le coin.

Très à l'aise avec leur interlocutrice, les visiteurs lui ont ensuite demandé si elle a déjà eu l'occasion de rencontrer la reine Elizabeth II. "Moi non, mais cet officier de police, oui", a-t-elle répondu en montrant son garde du corps, Richard Griffin, au service de la famille royale depuis 30 ans. C'est d'ailleurs lui-même qui a raconté cette délicieuse anecdote au Times, précisant ensuite que le groupe de touristes s'en est allé, sans savoir qu'il venait de papoter en toute tranquillité avec la reine d'Angleterre !



BEAUTÉ

CONSOMMEZ DU CALCIUM POUR VIVRE PLUS LONGTEMPS !

Bonne nouvelle pour les femmes, une alimentation riche en calcium permet d'augmenter leur durée de vie. Yaourts à volonté !

Une étude des chercheurs de l'université McGill révèle que des apports journaliers en calcium et jusqu'à 1.000 mg par jour limitent les risques de décès pour les femmes.

Le calcium est un nutriment essentiel pour les os et doit être consommé régulièrement pour être en bonne santé. Mais, de précédentes recherches avaient montré que la supplémentation en calcium pouvait être associée à un risque élevé de maladie cardiaque.

Lisa Langsetmo, chercheur associé à l'université McGill et David Goltzman, P^e au département de médecine McGill ont mené des recherches à partir des données de 9.033 Canadiens suivis durant 12 ans et participant à la cohorte Canadian Multicentre Osteoporosis Study (CaMos) sur les effets d'une supplémentation en calcium sur le

risque de décès. Pendant cette étude, 1.160 participants sont morts.

Les résultats de l'enquête ont démontré que la consommation quotidienne de suppléments de calcium est associée à un moindre risque de décès pour les femmes. La dose

parfaite serait 1.000 mg par jour. En revanche, cet apport en calcium n'aurait aucun effet sur les hommes.

La supplémentation en calcium doit être impérativement contrôlée par un médecin. Préférez modifier vos apports naturels de

calcium dont les effets sont aussi probants que la supplémentation. Qui, elle peut augmenter le risque de problème cardiaque. Les résultats de cette étude sont publiés dans le *Journal of Clinical Endocrinology & Metabolism*.

ZEN ATTITUDE

COMMENT MÉDITER EN TROIS ÉTAPES ?

Pour lutter contre le stress, la méditation est très efficace. Cette pratique n'est pas réservée aux initiés et chacun peut apprendre à méditer. Voici une petite séance de méditation en 3 étapes.

Etape n°1 : Evacuez les pensées négatives

Adoptez une position où vous vous sentez à l'aise. Assis, allongé, peu importe. Vous devez vous sentir bien. Fermez les yeux. Relâchez vos muscles et laissez votre corps subir la pesanteur, comme si vous vous enfonciez dans le sol. Inspirez profondément et expirez lentement jusqu'à la fin de votre souffle. A chaque expiration, chassez une

pensée négative. Une fois toutes les mauvaises pensées évacuées, pensez à un lieu agréable pour vous.

A ce moment-là, concentrez-vous uniquement sur votre souffle et laissez-vous aller. Ne pensez ni au passé ni au futur, mais seulement au moment présent dans ce lieu agréable.

Etape n°2 : Concentrez-vous sur votre souffle

Continuez à inspirer et à expirer sans trop forcer. Essayez d'imaginer la circulation de l'air dans votre corps et concentrez-vous dessus. Si vous avez du mal à vous concentrer, c'est normal au début. Ne vous énervez pas

et refaites l'exercice à nouveau en focalisant bien toute votre attention sur votre souffle. L'idée c'est vraiment d'être attentive à votre corps et de le ressentir.

Etape n°3 : Appréciez la sensation de bien-être

Peu à peu, vous allez sombrer dans un état de «veille» et vous laissez doucement aller dans un demi-sommeil.

Au bout de quelques minutes, quand vous ressentirez vraiment une sensation de bien-être.

Etirez-vous et profitez de ce sentiment de calme. Ouvrez les yeux. La séance de méditation est terminée.



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS



Leicester City

Ghezal rejoint la Fiorentina en prêt

L'ailier international algérien de Leicester City (Angleterre) Rachid Ghezal, a été prêté pour une saison avec option d'achat fixée à 10 millions d'euros à la Fiorentina (Serie A italienne de football), rapportent lundi les médias locaux. "Je suis très heureux d'être ici, j'ai hâte de commencer", a déclaré Ghezal à son arrivée à Florence, où il doit évoluer aux côtés de l'ancien attaquant international français Franck Ribéry, arrivé cet été en provenance du Bayern Munich. L'ancien joueur de l'AS Monaco (France) a passé un peu plus tôt dans la journée la traditionnelle visite médicale d'usage. Les négociations ont rapidement abouti entre les deux parties. Transféré en 2018 de Monaco vers Leicester pour 14 millions d'euros, Ghezal (27 ans) a marqué trois buts en 23 apparitions avec les Foxes, toutes compétitions confondues. Il n'a pas été retenu par le sélectionneur national Djamel Belmadi pour la dernière CAN-2019 remportée par l'équipe nationale en Egypte.

Ligue 2 (2^e journée)

Le RC Arbaâ domine l'USM El-Harrach

Le RC Arbaâ a réalisé ce lundi une belle opération, en s'imposant en déplacement face à l'USM El-Harrach 3 à 1 (mi-temps : 1-1), au stade Omar-Hamadi, en clôture de la 2^e journée du championnat de Ligue 2 de football. Les Harrachis ont ouvert le score par Bahi (21e) sur penalty, avant que Boughalia ne remette les pendules à l'heure peu avant la pause (38e). En seconde période, les gars de la Mitidja ont accentué leur domination en ajoutant deux buts grâce à Boughalia qui signe un doublé (55e), et Amiri dans le temps additionnel (90e+2). A l'issue de cette victoire, le RCA rejointe l'Olympique Médéa en tête du classement avec 6 points chacun, alors que l'USMH reste bon dernier en compagnie de l'USM Annaba avec 0 points.

Championnats arabes de Judo 2019 (Benjamins / Minimes / Cadets)

Déjà 14 médailles pour les clubs algériens

Les clubs algériens de judo, engagés dans les Championnats arabes 2019 des jeunes catégories qui se déroulent actuellement en Tunisie ont déjà récolté 14 médailles (3 or, 2 argent et 9 bronze). Cette première moisson a été réalisée par les judokas (Garçons/Filles) de la catégorie Minimes, à commencer par les médaillés d'or : Berrahouel Amina (-48 kg / ASSN Oran), Younès Benlaribi (-55 kg / JC El Harrach) et Abdelkrim Belhouari (-66 kg / Raed Amel Mouzaia). Les médailles d'argent, quant à elles, ont été l'œuvre de Salsabil Sahel (+70 kg / Nadi Chabab Constantine) et Abderrahmane Safi (-81 kg / Amel El Berria) au moment où neuf (09) de leurs compatriotes se sont contentés du bronze. Il s'agit de Melissa Kechout (-52 kg / JSM Blida), Mansouri Mohamed (-50 kg / JC El Harrach), Kousaïla Naït Bahloul (-50 kg / ASSN Oran), Boubetra Abdelatif Mehdi (-60 kg / JC El Harrach), Zinédine Bouzourine (-55 kg / Union sportive Yaïche), Farès Hani (-55 kg / Association sportive Jil Saed), Youcef Djouadi (-81 kg / Union sportive Yaïche), Oussama Bousoussou (-81 kg / JC El Harrach) et Samir Mouelli (-90 kg / Association sportive Blida). Ces Championnats arabes des catégories Benjamins, Minimes et Cadets se déroulent du 1^{er} au 4 septembre courant au Palais des Sports du complexe sportif "El Menzah" de Tunis.

Equipe nationale de football

Les Verts à pied d'œuvre



La sélection nationale de football a repris le chemin du travail avec ce premier stage qui intervient après le dernier sacre africain décroché en terre égyptienne au mois de juillet dernier. Les 23 joueurs convoqués pour le coach national, Djamel Belmadi, se sont retrouvés avant-hier soir au Centre des équipes nationales de Sidi Moussa pour un stage de préparation qui sera ponctué par un test amical le lundi 9 septembre prochain au stade Tchaker de Blida. C'est une bonne occasion pour le driver des Verts pour faire une revue d'effectifs et faire tourner le groupe. Il faut savoir que Belmadi a fait appel pratiquement au même effectif qui a participé à la CAN, à quelques exceptions près, puisqu'il y a eu de nouveaux éléments à l'image de Hocine Benayada (CS Constantine), l'ailier droit Zinédine Ferhat (Nîmes), et l'attaquant Benrahma (Brentford) effectuent leur retour chez les Verts. Il y a aussi le défenseur Lyes Chetti, transféré cet été de la JS Kabylie à l'ES Tunis qui est présent avec le groupe. Hicham Boudaoui qui vient de signer son contrat avec l'OG Nice est revenu en Algérie pour participer à ce regroupement.

Par ailleurs, l'adversaire des Verts dans ce match amical, les Ecureuils du Bénin, se préparent en France. L'équipe enregistre le forfait de son défenseur central Khaled Andenon, forfait pour blessure. Le joueur d'Al-Wehda (Div.1 saoudienne) a été remplacé par Moïse Adilehou, sociétaire d'APO Levadiakos (Div.1 grecque). Le Bénin, quart de finaliste à la der-

nière CAN-2019, disputera son premier match amical vendredi 6 septembre face à la Côte d'Ivoire au stade Michel d'Ornano de Caen (18h00, locales), avant de défier l'Algérie trois jours plus tard à Blida (21h00). Pour ces deux matchs amicaux, le sélectionneur français du Bénin Michel Dussuyer a fait appel à 23

joueurs, dont trois nouveaux : Maël Sédagondji, Rudy Gestede, et Yaninick Aguemon. La liste est marquée par les absences Emmanuel Imorou, actuellement sans club, et le gardien de but Fabien Farnolle également n'a pas été retenu.

Imad M.

Manchester City

Guardiola : "Mahrez a quelque chose de spécial"

L'entraîneur espagnol de Manchester City (Premier league anglaise de football) Pep Guardiola, a de nouveau encensé l'ailier international algérien Riyad Mahrez, qui enchaîne sa deuxième saison sous le maillot des "Cityzens", estimant qu'il détenait "quelque chose de spécial". "Riyad Mahrez est revenu de la Coupe d'Afrique en pleine forme. Il a été élu joueur de l'année quand il a remporté la Premier League avec Leicester. C'est un joueur incroyablement talentueux, il a quelque chose de spécial", a indiqué Guardiola, cité lundi par les médias locaux. Mahrez, relégué sur le banc pendant deux journées de Premier league, a retrouvé sa place dans le onze de départ samedi, lors de la réception de Brighton (4-0), dans le cadre de la 4^e journée. L'ancien joueur de Leicester City s'est distingué lors

de la journée inaugurale sur le terrain de West Ham (5-0), en signant deux passes décisives. "La vision, les buts, le fait d'être souvent proche de la surface. Je suis tellement content pour lui parce que, ce que j'aime le plus chez Riyad, c'est qu'il aime jouer au football. Lors des entraînements, il est le premier à arriver, le premier à prendre le ballon et à essayer de jouer. Ça signifie beaucoup, et quand il ne joue pas, il n'est pas content parce qu'il aime jouer au football et c'est bien", a ajouté le technicien catalan. Mahrez (28 ans) avait rejoint Man City l'année dernière pour un contrat de cinq ans en provenance de Leicester pour un chèque de 68 millions d'euros. Pour sa première saison, le natif de Sarcelles (région parisienne) a signé 12 buts et 12 passes décisives, en 43 apparitions, toutes compétitions confondues.

USM Alger

Benkhemassa signe à Malaga

L'international algérien de l'USM Alger Mohamed Benkhemassa s'est engagé pour trois ans avec Malaga, a indiqué lundi soir le club de division deux espagnole de football sur son site officiel. "La direction de Malaga est son homologue de l'USM Alger sont arrivées à un accord pour le

transfert de l'international algérien Benkhemassa" a précisé la même source sans dévoiler le montant de la transaction. Annoncé proche du club suisse du FC Sion ou évolue son ancien coéquipier Ayoub Abdellaoui, le milieu de terrain usmiste évoluera finalement dans le championnat espa-

gnol avec l'objectif d'accéder en Liga. Agé de 26 ans, Benkhemassa a remporté avec l'USM Alger deux fois le championnat d'Algérie de Ligue 1, en 2015-2016 et 2018-2019. Il avait pris avec la sélection algérienne des U23 aux Jeux olympiques de Rio de Janeiro 2016.

OGC Nice

Boudaoui rejoint officiellement le club

Le milieu international algérien du Paradou AC (Ligue 1/ Algérie) Hicham Boudaoui, s'est engagé avec l'OGC Nice, a annoncé ce lundi le club pensionnaire de la Ligue 1 française de football sur son site officiel, sans dévoiler la durée du contrat. "Hicham Boudaoui est la 6^e recrue du Gym. Sacré champion d'Afrique cet été avec l'Algérie, le milieu de terrain (19 ans) arrive en

provenance du Paradou FC", écrit le club azuréen dans un communiqué. Boudaoui devient du coup le troisième international algérien de la formation niçoise, après le défenseur Youcef Atal, arrivé l'année dernière, et l'ailier Adam Ounas, prêté cet été pour une saison en provenance de Naples (Italie). "Ceux qui suivent de près le continent africain le connaissent déjà. Les amateurs de football l'ont quant à eux

découvert à la CAN, lors du titre des Fennecs. Pépète du football algérien, Hicham Boudaoui a choisi l'OGC Nice pour sa première expérience en Europe. De son côté, le club rouge et noir a été séduit par le talent et le profil d'un milieu qu'il suit depuis de longues semaines. Hyperactif, technique, précieux dans la récupération et capable de casser des lignes, Boudaoui a été formé au Paradou FC, comme

Youcef Atal", ajoute l'OGC Nice. Sélectionné pour la première fois en équipe nationale le 27 décembre 2018, lors du match amical disputé face au Qatar à Doha (victoire 1-0), Boudaoui détient une seule titularisation à la dernière CAN-2019 remportée par l'Algérie en Egypte, c'était face à la Tanzanie (3-0), dans le cadre de la 3^e et dernière journée de la phase de poules.

Ukraine

Fin de l'immunité parlementaire pour les députés

Le nouveau parlement ukrainien dominé par le parti du président, Volodymyr Zelensky, a voté mardi en dernière lecture un projet de loi levant l'immunité des députés, tenant ainsi l'une des promesses de campagne du chef de l'Etat.

"J'appelle tous les députés du Parlement: faites simplement ce que vous promettez aux gens depuis des années", a lancé avant le vote devant les parlementaires M. Zelensky. Le projet de loi a obtenu les voix de 373 députés. Au moins 300 voix étaient nécessaires pour cette réforme constitutionnelle, promise depuis des années par des législatures précédentes, qui entrera en vigueur en janvier prochain. Les députés ont ainsi supprimé de la Constitution la clause qui interdisait de les poursuivre en justice ou de les arrêter sans l'aval du Parlement. La clause interdisant de les poursuivre pour leurs votes ou déclarations au Parlement a été préservée.

"Si un député écrase une personne (...) ou commet n'importe quel autre crime, il doit en répondre devant la justice", a lancé M. Zelensky. Soutenue par de nombreux Ukrainiens, frustrés par leurs élites politiques jugées corrompues et inefficaces, cette décision inquiète de nombreux experts selon lesquels elle risque d'ouvrir la porte à des persécutions politiques, la justice dans cette ex-république soviétique étant considérée comme très corrompue.

Certains experts et députés ont par ailleurs dénoncé une violation de la procédure lors de l'examen de cette réforme, ce qui permettrait selon eux de la faire annuler par la Cour constitutionnelle.

Le projet de loi sur la levée de l'immunité a été adopté en première lecture la semaine dernière, le premier jour du travail de la nouvelle législature élue en juillet et dans laquelle le parti du président Zelensky dispose d'une majorité absolue de 254 députés sur un total de 450 sièges.

H. L.

Libye

Suspension des vols à Tripoli pour raisons de sécurité

L'Autorité libyenne de l'aviation civile a annoncé lundi la suspension sine die du trafic aérien à l'aéroport international de Mitiga, le seul opérationnel dans la région de Tripoli pour raisons de sécurité.

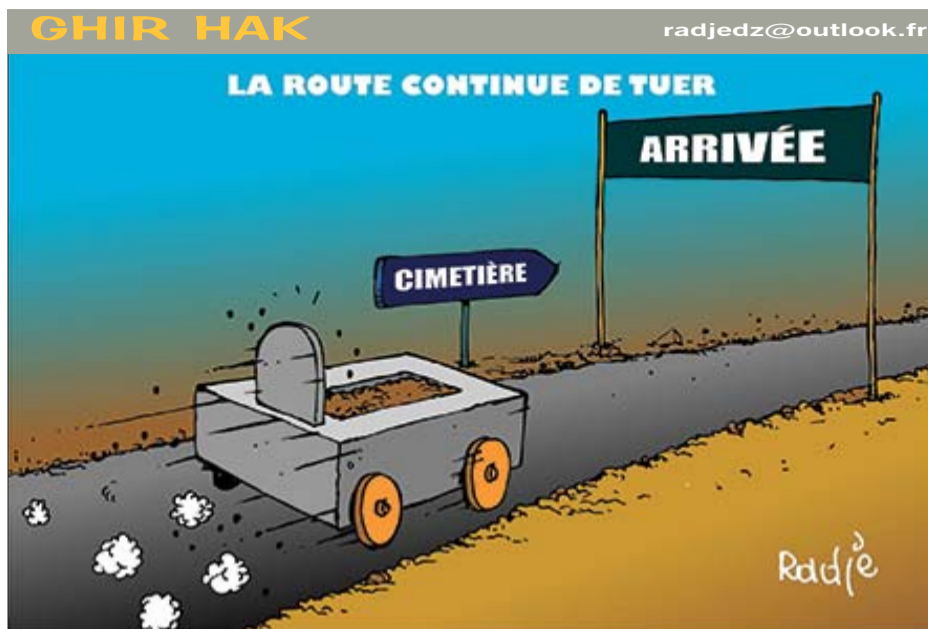
Tous les vols ont été transférés vers l'aéroport international de Misrata, situé à environ 200km à l'est de Tripoli, a déclaré Nasr-Adin Chayeb al-Aïn, le directeur de l'Autorité de l'aviation civile cité par l'agence Xinhua.

Cette décision survient moins de 48 heures après que l'aéroport de Mitiga a été visé par des bombardements qui ont fait plusieurs blessés et endommagé un avion.

Cette attaque a été condamnée dimanche par la Mission d'appui des Nations

Unies en Libye (MANUL), notant que c'est la septième fois depuis la fin juillet que cet aéroport est touché par de tels bombardements. "Ces attaques vicieuses visent à semer la panique, à créer le chaos et à perturber les opérations dans le seul aéroport opérationnel de Tripoli", a-t-elle dénoncé dans un communiqué.

R. L.



Conférence de presse de Djamel Belmadi

«Je suis là pour l'EN, pas pour Zetchi»



La conférence de presse tenue, hier, au centre des conférences du CTN de Sidi Moussa à Alger a été une occasion pour le sélectionneur national, Djamel Belmadi d'apporter des éclaircissements sur certaines zones d'ombre qui ont apparus ces derniers temps, surtout avec les rumeurs ayant circulé sur sa mésentente avec le président de la FAF, Kheireddine Zetchi. «Concernant la CHAN, je n'ai jamais rien dit, j'ai mis à disposition de mon staff à Batelli parce qu'il n'y avait de staff pour les A'. Nous sommes intéressés par les A', ce sont des joueurs qui intéressent », a-t-il souligné coupant court aux rumeurs sur son désintérêt de la sélection locale. Il a tenu aussi à démentir une prétendue relation conflictuelle avec l'ancien manager de l'EN, Hakim Medane, déclarant qu'il était l'un des membres les plus proches de lui. «Pour la démission de Medane, dont je profite de l'occasion pour le féliciter, c'est la personne avec laquelle j'étais le plus proche. Vous connaissez la raison de son départ, c'est la campagne haineuse dont il a été victime» a-t-il tenu à préciser. Une campagne dont il a été aussi victime avec les rumeurs le touchant aussi et qui ne l'ont pas perturbé. «Il y a eu des spéculations, j'y suis habitué, ça ne me fait ni chaud ni froid», a-t-il relevé. Pour ce qui est de sa relation

avec le patron de la FAF, Zetchi, il indiquera qu'elle est plutôt professionnelle et rien d'autre.

«Zetchi est le président de la FAF, nous avons des relations très simples, très directes et très claires. Je ne suis pas venu pour une personne mais pour l'équipe nationale, tout comme Zetchi n'est pas venu pour moi. Si un jour je ne m'entends plus je pars», a-t-il soutenu. Le champion d'Afrique en titre a tenu à avouer qu'il était ébloui par le travail qui se fait au niveau de la formation avec la création de centres de formation régionaux et le travail de sélection et d'écrémage, expliquant que cela donnera des résultats et qu'il y aura de grands talents. Abordant le sujet d'actualité, à savoir, ce stage qu'il organise et qui sera ponctué par un match amical face au Bénin, il dira qu'il a fait exprès de retarder la publication de la liste des 23 pour ne pas avoir à refaire cette liste en cas d'absence de joueurs pour blessure et c'est pour cela qu'il a attendu jusqu'à l'ultime journée des différents championnats. Belmadi dira que la FAF s'est sans doute prise tard pour ce qui est des adversaires pour les matchs amicaux de mois de septembre et c'est pour cela que l'EN jouera face au Bénin qui est de moindre envergure que les sélections qui devaient être contactées. Pour ce qui est des joueurs à

qui il a fait appel, il dira qu'il ne cherche pas à nettoyer mais à perfectionner plus ce groupe en faisant appel à des jeunes comme Chetti qu'il connaît bien puisqu'il l'avait eu sous sa coupe en EN locale. Il a tenu, au passage, à féliciter le joueur du PAC, Boudaoui qui a rejoint l'OGC Nice, étant sûr qu'il va réussir avec cette équipe, surtout que son entraîneur, Vierra a joué dans le même poste et saura certainement tirer le meilleur de lui. Commentant la signature de certains internationaux dans des championnats du Golf, il dira que cela ne l'empêchera pas de les convoquer à nouveau, surtout que des joueurs comme Benlamri (Arabie Saoudite) et Belaïli (ex-ES Tunis, actuel Ahly Djeddah) ont été décisifs dans l'EN malgré le fait qu'ils jouaient dans des championnats moindres que ceux de l'Europe. Pour ce match face au Bénin, le coach des Verts avouera que le défenseur, Halliche, devrait faire ses adieux à la sélection face à son public. Pour ce qui est des matchs amicaux du mois d'octobre, il dira qu'il y a des propositions intéressantes avec notamment le Brésil. Il révélera qu'il se pourrait qu'il y ait un match retour face à la France, après le match disputé en 2001, soulignant que le prochain objectif de l'EN est de préparer les éliminatoires de la Coupe du Monde 2022.

Imad M.

ACTU...

Marche des étudiants à Alger

L'attachement aux revendications du Hirak réaffirmé

Les étudiants ont organisé, mardi, une nouvelle marche à Alger, pour exprimer leur attachement aux revendications du hirak et renouveler leur appel au départ de tous les symboles de l'ancien système. S'ébranlant de la place des martyrs, passant par la rue Larbi Ben M'hidi, jusqu'à place de la Grande poste, la marche hebdomadaire organisée par les étudiants, chaque mardi, depuis le début du hirak en février dernier, a vu la participation de dizaines de citoyens venus exprimer leur attachement au départ des symboles de l'ancien système et renouveler leur appel au respect de la souveraineté du peuple.

Lors de leur marche, les manifestants ont brandi l'emblème national, des photographies de martyrs de la révolution, ainsi que des pancartes revendiquant "l'instauration de l'Etat de droit, le départ du gouvernement actuel, le respect de la constitution et l'application de l'article 7".

Pour rappel, le Général de corps d'Armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) avait évoqué, lundi, lors d'une visite d'inspection et de travail à la 4ème Région militaire à Ouargla, "la priorité d'entamer sérieusement la préparation des élections présidentielles", affirmant qu'il était "opportun de convoquer le corps électoral le 15 du mois de septembre courant" et que "les élections puissent se tenir dans les délais fixés par la loi".

R. O.

Ministère de la Défense

Découverte d'une Kalachnikov à Ghardaïa

Un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) a découvert, lors d'une opération de fouille et de recherche, menée lundi à Ghardaïa, un (01) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov et un (01) chargeur de munitions, a indiqué mardi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

En outre, et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP ont arrêté, à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar /6eRM, (18) personnes et saisi huit (08) camions chargés de (160) tonnes de mélange de pierres et d'or brut, ainsi que dix-sept (17) groupes électrogènes et six (06) marteaux piqueurs.

Par ailleurs, des Garde-côtes ont mis en échec à Oran, Mostaganem/2eRM et Annaba/5eRM, des tentatives d'émigration clandestine de (61) personnes qui étaient à bord d'embarcations de construction artisanale, tandis que (44) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Tlemcen/2eRM.

L. M.